



REOBLIKAN'I MADAGASIKARA  
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana  
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

# REVUE DE MILIEU D'ANNÉE 2023

**RMA 2023**



## AVANT-PROPOS

Dans le cadre de la politique de transparence prônée par le Ministère de l'Economie et des Finances, une « Revue de Milieu d'Année » présentant une vision synthétique de l'exécution budgétaire de l'État est élaborée et publiée au terme de chaque premier semestre de l'année.

L'objectif est de permettre au grand public et aux acteurs concernés par la situation économique et budgétaire de Madagascar, de se tenir informés de l'évolution de la situation des Finances Publiques Malagasy.

La présente Revue de Milieu d'Année est rattachée à l'exercice 2023. Elle offre un aperçu succinct de l'évolution de l'économie nationale et de l'exécution budgétaire au cours des six premiers mois.

Rappelons que la Loi de Finances de l'année 2023 a prévu une croissance économique de 4,9%. Cette croissance devait être essentiellement soutenue par :

- la mise en œuvre des investissements dans les secteurs productifs et les secteurs sociaux (projets d'aménagement et d'irrigation de périmètres agricoles, développement de l'accès à l'eau potable, etc.) ;
- la poursuite des actions permettant de réduire la dépendance à l'importation ;
- la construction et la réhabilitation des infrastructures de transport et de communication ;
- le développement de l'offre d'énergie instaurant un environnement plus favorable aux investissements privés ;
- la mise en vigueur du nouveau Code minier qui devrait permettre de soutenir un regain d'activités et d'attirer de nouveaux investisseurs sur le moyen terme...

Au cours de la première période 2023, l'Administration publique a dû faire face à quelques obstacles contextuels, à l'instar de la baisse de 769,4 milliards d'Ariary de la base monétaire, de la hausse de 4,9 % de l'Indice des Prix à la Consommation depuis le début de l'année qui pourrait laisser présager un taux d'inflation atteignant les 10% à la fin de l'année, du recul de 20% des exportations de biens et de la diminution des importations de 13,5 %.

Néanmoins, l'exécution budgétaire d'une manière générale, a connu une amélioration par rapport à l'exercice précédent. En effet, le premier semestre a été marqué par une meilleure exécution des recettes car celles-ci ont atteint les 3 701,8 milliards d'Ariary en fin juin, soit 40,2% de l'objectif annuel et 6,6 % de plus par rapport à la même période en 2022.

La Direction Générale des Impôts a affiché un taux d'exécution de 119,34 %, avec des recettes atteignant les 484,1 milliards d'Ariary contre une prévision de 405,7 milliards d'Ariary. Par ailleurs, en dépit des conjonctures internationales et nationales assez complexes, les recettes douanières collectées sont à hauteur de 1 682 milliards d'Ariary si celles-ci étaient de 1 547,5 milliards d'Ariary à la même période en 2022.

En outre, les dépenses totales engagées se chiffrent à 8 486,9 milliards d'Ariary, correspondant à un taux d'engagement global de 55,2%. Les dépenses de fonctionnement ont enregistré un rythme d'exécution sans précédent pour un premier semestre, soit un taux d'exécution de 60% et les dépenses d'investissement sur Financement interne sont passées de 3% à la même période en 2022 à 11% en 2023.

La présente Revue a la particularité d'offrir une analyse détaillée des dépenses de l'Etat par rubrique, par secteur, par Région et même suivant la classification fonctionnelle qui permet, entre autres, de mieux mettre en exergue les grandes catégories de dépenses suivant leur nature.

L'élaboration de ce document a été préparée avec le concours des départements internes et externes au Ministère de l'Economie et des Finances à qui j'adresse mes vifs remerciements.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES



*(Signature)*

RABARINIRINARISON  
Rindra Hasimbelo

# SOMMAIRE

AVANT-PROPOS .....	1
SOMMAIRE.....	2
LISTE DES ANNEXES.....	4
LISTE DES FIGURES .....	4
LISTE DES TABLEUX.....	4
LISTE DES ABREVIATIONS .....	6
I- CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER .....	9
A- SECTEUR RÉÉL.....	9
1) <b>Faits marquants</b> .....	9
2) <b>Perspectives pour le second semestre 2023</b> .....	11
3) <b>Inflation</b> .....	11
B- Secteur des Finances publiques.....	11
1) <b>Recettes Non Fiscales</b> .....	11
2) <b>Intérêts de la dette</b> .....	12
3) <b>Comptes Particuliers du Trésor</b> .....	12
4) <b>Fonds de Contre-Valeur</b> .....	13
5) <b>Opérations en capital de la dette publique</b> .....	13
C- Secteur monétaire.....	14
1) <b>Les agrégats monétaires</b> .....	14
2) <b>Evolution des Indices des Prix à la Consommation IPC en 2022</b> .....	15
3) <b>Analyse de la sensibilité budgétaire en cas de variation des taux d'intérêt</b> .....	16
D- Secteur extérieur.....	16
1) <b>Opérations courantes</b> .....	17
2) <b>Opérations en capital et financières</b> .....	17
3) <b>Réserves internationales</b> .....	18
4) <b>Analyse de la sensibilité budgétaire en cas de fluctuation du taux de change</b> .....	18
II- SOURCES DE FINANCEMENT .....	19
A- Emprunts intérieurs et extérieurs.....	19
1) <b>Emprunts intérieurs</b> .....	19
2) <b>Emprunts extérieurs</b> .....	19
B- Ressources fiscales.....	21
1) <b>Recettes fiscales intérieures</b> .....	21
2) <b>Recettes douanières</b> .....	26
III- SITUATION DES DEPENSES .....	28
A- Exécution Globale des dépenses .....	28
1) <b>Exécution des Dépenses par Cadre</b> .....	28
2) <b>Exécution des dépenses suivant les grandes rubriques du BGE (Cadre I)</b> .....	28
B- Réalisations des grandes rubriques par Institution/Ministère.....	29
1) <b>Dépenses courantes de Solde</b> .....	29

2) Dépenses courantes Hors Solde.....	30
3) Dépenses d' Investissement .....	34
C- Exécution des dépenses suivant la nomenclature fonctionnelle .....	37
D- Exécution des dépenses par secteur .....	38
1) Secteur Social.....	38
2) Secteur Productif .....	39
3) Secteur Infrastructure.....	40
4) Secteur Administratif .....	40
5) Secteur Sécurité et Administration du Territoire.....	41
E- Exécution des Dépenses par Région.....	41
IV- Situation de la Dette publique.....	43
A) Dette intérieure.....	43
1) Encours de la dette intérieure .....	43
2) Service de la dette intérieure.....	43
3) Prévision du service de la dette intérieure pour le second semestre 2023 .....	44
B) Dette extérieure.....	45
1) Encours de la dette extérieure .....	45
2) Réalisation du service de la dette extérieure .....	46
3) Prévision du service de la dette extérieure au second semestre 2022.....	48
4) Plan d'emprunts extérieur .....	49
V- Situation des marchés publics .....	51
A- Situation Générale .....	51
B- Contrôle a priori.....	51
C- Contrôle a postériori.....	53
ANNEXES .....	54

## LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Tableau d'analyse des emprunts extérieurs .....	55
Annexe 2 : Plan d'emprunt extérieur 2023 en milliards d'Ariary et en millions USD (LFI 2023).....	56

## LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Variation de Chiffre d'Affaires total par Secteur d'Activités au 1 <sup>er</sup> semestre 2023.....	22
Figure 2 : Variation des recettes fiscales intérieures par nature d'impôts au 1 <sup>er</sup> semestre 2023 .....	22
Figure 3 : Réalisation au 1 <sup>er</sup> semestre 2023 .....	23
Figure 4 : Réalisation au 1 <sup>er</sup> semestre 2023.....	25
Figure 5 : Evolution du taux d'engagement des dépenses de fonctionnement de 2019 à 2023.....	30
Figure 6 : Evolution du taux d'engagement des transferts de 2019 à 2023 .....	31
Figure 7 : Evolution du taux d'engagement des biens et services de 2019 à 2023.....	32
Figure 8 : Evolution du taux d'engagement des biens et services de 2019 à 2023.....	33
Figure 9 : Situation des engagements PIP externe de 2017 à 2023 .....	35
Figure 10 : Situation des engagements PIP externe de 2019 à 2023.....	37
Figure 11 : Répartition de la LFI par division.....	37

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Situation des Recettes Non Fiscales .....	11
Tableau 2 : Situation des intérêts de la dette .....	12
Tableau 3 : Situation des Comptes Particuliers du Trésor .....	12
Tableau 4 : Situation des Fonds de Contre-Valeur.....	13
Tableau 5 : Situation des Opérations en capital de la dette publique .....	13
Tableau 6 : Agrégats monétaires .....	15
Tableau 7 : Evolution récente des Indices des Prix à la Consommation .....	15
Tableau 8 : Taux d'intérêt .....	16
Tableau 9 : Indicateurs du secteur extérieur .....	17
Tableau 10 : Tirages sur emprunts intérieurs durant le 1 <sup>er</sup> semestre 2023 .....	19
Tableau 11 : Prévision des tirages sur emprunts intérieurs pour le second semestre 2023 .....	19
Tableau 12 : Tirages sur emprunts extérieurs durant le 1 <sup>er</sup> semestre 2023.....	20
Tableau 13: Prévision de tirages de la dette extérieure pour le second semestre 2023 suivant la LFI 2023.....	21
Tableau 14 : Projection des Recettes Fiscales intérieures par nature d'impôts pour le second semestre 2023 .....	26
Tableau 15 : Réalisations des recettes douanières au 1 <sup>er</sup> semestre.....	27
Tableau 16 : Dépenses courantes de Solde entre janvier et juin 2023 .....	29
Tableau 17 : Taux d'engagement des dépenses de fonctionnement global de 2019 à 2023.....	30
Tableau 18 : Taux d'engagement des transferts de 2019 à 2023.....	31
Tableau 19 : Taux d'engagement des biens et services de 2019 à 2023 .....	32
Tableau 20 : Taux d'engagement des indemnités de 2019 à 2023.....	32
Tableau 21 : Récapitulation générale des dépenses de fonctionnement hors solde (indemnités, biens et services, transferts) par Institution/Ministère .....	33
Tableau 22 : Taux des engagements PIP externe de 2017 à 2023.....	34
Tableau 23 : Taux d'engagements des PIP sur financement externe de 2019 à 2023.....	36
Tableau 24 : Encours de la dette intérieure en fin juin 2023.....	43
Tableau 25 : Réalisation du service de la dette intérieure durant le 1 <sup>er</sup> semestre 2023 .....	43
Tableau 26 : Prévision du service de la dette intérieure pour le 2 <sup>ème</sup> Semestre 2023.....	44
Tableau 27 : Encours de la dette extérieure en fin Juin 2023 (en millions USD).....	45
Tableau 28 : Service de la dette extérieure durant le 1 <sup>er</sup> semestre 2023 (en millions DTS) .....	47
Tableau 29 : Prévision du service de la dette extérieure pour le second semestre 2023, suivant la LFI 2023 .....	48
Tableau 30 : Nombre de dossiers examinés par type de marché .....	51

Tableau 31 : Pourcentage de marché en montant suivant le mode de passation.....	52
Tableau 32 : Pourcentage de marché en nombre suivant le mode de passation .....	52
Tableau 33 : Pourcentage de marché en montant suivant leur nature.....	53
Tableau 34 : Pourcentage de marché en nombre suivant leur nature .....	53
Tableau 35 : Liste des contrats passés en 2018 2019 2020.....	53

## LISTE DES ABREVIATIONS

<b>AEN</b>	Avoirs extérieurs Nets
<b>AES</b>	Alimentation en Eau dans le Sud
<b>AFD</b>	Agence Française de Développement
<b>AGETIPA</b>	Agence d'Exécution des travaux d'Intérêt Public et d'Aménagement
<b>AGEX</b>	Agence d'Exécution
<b>AGPM</b>	Avis Général de Passation de Marché
<b>ANDEA</b>	Autorité Nationale de l'Eau et de l'Assainissement
<b>AONT</b>	Autres Opérations Nettes du Trésor
<b>APN</b>	Autres Postes Nets
<b>AR</b>	Agence Routière
<b>ARC</b>	Agence de Revenu du Canada
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BADEA</b>	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
<b>BAM</b>	Bureau d'Administration Minière
<b>BEI</b>	Banque Européenne d'Investissement
<b>BFM</b>	Banky Foiben'i Madagasikara
<b>BIANCO</b>	Bureau Indépendant Anti-Corruption
<b>BTA</b>	Bons du Trésor par Adjudication
<b>BTF</b>	Bons du Trésor Fihary
<b>BTP</b>	Bâtiments et Travaux Publics
<b>BTS</b>	Bons du Trésor Spéciaux
<b>CAVAGI</b>	Café - Vanille - Girofle
<b>CEM</b>	Caisse d'Epargne de Madagascar
<b>CENI</b>	Commission Electorale Nationale Indépendante
<b>CF</b>	Contrôle Financier
<b>CFM</b>	Conseil pour le Fampihavanana Malagasy
<b>CIAD</b>	Crédit d'Investissement destiné à l'Appui au Développement
<b>CIR</b>	Cadre Intégré Renforcé
<b>CNaPS</b>	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
<b>CNE</b>	Créances Nettes sur l'Economie
<b>CNIDH</b>	Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme
<b>CNFFPAR</b>	Centre National de Formation professionnelle Artisanale et Rurale
<b>CNFPPSH</b>	Centre National de Formation Professionnelle des Personnes en Situation de Handicap
<b>CNM</b>	Commission Nationale des Marchés
<b>CPR</b>	Caisse de Prévoyance et de Retraite
<b>CRCM</b>	Caisse de Retraite Civile et Militaire
<b>CRM</b>	Commission Régionale des Marchés
<b>CSI</b>	Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité
<b>DA</b>	Droit d'Accise
<b>DB</b>	Direction du Budget
<b>DD</b>	Droit de Douane
<b>DE</b>	Droit d'Enregistrement
<b>DEME</b>	Direction des Etudes et de la Modélisation Economiques
<b>DGD</b>	Direction Générale des Douanes
<b>DGEP</b>	Direction Générale de l'Economie et du Plan
<b>DGBF</b>	Direction Générale du Budget et des Finances
<b>DGFS</b>	Direction Générale de Fourniture des Soins
<b>DGI</b>	Direction Générale des Impôts
<b>DGMP</b>	Direction Générale de la Médecine Préventive
<b>DGT</b>	Direction Générale du Trésor
<b>DSSI</b>	Debt Service Suspension Initiative
<b>DT</b>	Droit de Timbre
<b>DTI</b>	Droits et Taxes à l'Importation
<b>DTS</b>	Droits de Tirages Spéciaux
<b>ECD</b>	Employés de Courte Durée
<b>E-GP</b>	Electronic-Government Procurement
<b>EITI</b>	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
<b>ELD</b>	Employés de Longue Durée
<b>ENAM</b>	Ecole Nationale d'Administration de Madagascar
<b>ENEAM</b>	Ecole Nationale d'Enseignement de l'Aéronautique et de la Météorologie



<b>ENMG</b>	Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes
<b>FAD</b>	Fonds Africain de Développement
<b>FAO</b>	Food and Agriculture Organisation
<b>FCE</b>	Fianarantsoa Côte-Est
<b>FEC</b>	Facilité Elargie de Crédit
<b>FCV</b>	Fonds de Contrevaleur
<b>FCR</b>	Facilité de Crédit Rapide
<b>FDA</b>	Fonds de Développement Agricole
<b>FIDA</b>	Fonds International de Développement Agricole
<b>FNUAP</b>	Fonds des Nations Unies pour la Population
<b>FOCP</b>	Friends Of Cancer Patients
<b>GAC</b>	Gestionnaire d'Activités
<b>GEF</b>	Global Environment Facility
<b>GFATM</b>	Global Fund to Fight Aids, Tuberculosis and Malaria
<b>GRD</b>	Grandes Rubriques de Dépenses
<b>HCC</b>	Haute Cour Constitutionnelle
<b>HCDEED</b>	Haut Conseil pour la Défense de la Démocratie et de l'Etat de Droit
<b>HCJ</b>	Haute Cour de Justice
<b>IBP</b>	International Budget Partnership
<b>IDA</b>	International Development Association
<b>IFIRP</b>	Institut de Formation inter-Régional des Paramédicaux
<b>INFOR</b>	Institut National de Formation
<b>INPF</b>	Institut National de Promotion Formation
<b>INTH</b>	Institut National du Tourisme et de l'Hôtellerie
<b>IPC</b>	Indice des Prix à la Consommation
<b>IPVI</b>	Impôt sur la Plus-Value Immobilière
<b>IR</b>	Impôt sur les Revenus
<b>IRBG</b>	Impôt sur les Revenus, Bénéfices et Gains
<b>IRCM</b>	Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers
<b>IRSA</b>	Impôt sur les Revenus Salariaux et Assimilés
<b>IS</b>	Impôt Synthétique
<b>JIRAMA</b>	Jiro sy Rano Malagasy
<b>LFI</b>	Loi de Finances Initiale
<b>LFR</b>	Loi de Finances Rectificative
<b>MAE</b>	Ministère des Affaires Etrangères
<b>MAME</b>	Ministère de l'Agriculture, des Métiers et de l'Elevage
<b>MAOO</b>	Marché d'Appel d'Offre Ouvert
<b>MAOOPréqual</b>	Marché sur Appel d'Offres Ouvert avec Pré-qualification
<b>MAOR</b>	Marché d'Appel d'Offre Restreint
<b>MATSF</b>	Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers
<b>MTP</b>	Ministère des Travaux Publics
<b>MCC</b>	Marché de Contrat Cadre
<b>MCC</b>	Ministère de la Communication et de la Culture
<b>MDC</b>	Marché sur Dossier de Consultation
<b>MDN</b>	Ministère de la Défense Nationale
<b>MDP</b>	Marché sur Demande de Propositions
<b>MEDD</b>	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
<b>MEF</b>	Ministère de l'Economie et des Finances
<b>MEH</b>	Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures
<b>MEAH</b>	Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène
<b>MEN</b>	Ministère de l'Education Nationale
<b>MESRS</b>	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
<b>METFP</b>	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
<b>MGG</b>	Marché de Gré à Gré
<b>MICC</b>	Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Consommation
<b>MID</b>	Marché Interbancaire de Devises
<b>MID</b>	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
<b>MJS</b>	Ministère de la Jeunesse et des Sports
<b>MINJUS</b>	Ministère de la Justice
<b>MINSAN</b>	Ministère de la Santé Publique
<b>MMRS</b>	Ministère des Mines et des Ressources Stratégiques
<b>MDNTDPT</b>	Ministère du Développement Numérique, de la Transformation Digitale, des Postes et des Télécommunications
<b>MTEFPLS</b>	Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Fonction Publique et des Lois Sociales

<b>MTTM</b>	Ministère du Transport, du Tourisme et de la Météorologie
<b>OFID</b>	OPEC Fund for International Development
<b>OGT</b>	Opérations Globales du Trésor
<b>OMS</b>	Organisation Mondiale de la Santé
<b>ONMACVG</b>	Office National Malagasy des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre
<b>ONTM</b>	Office National du Tourisme de Madagascar
<b>ONUUDI</b>	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
<b>OPEP</b>	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
<b>PAEB</b>	Projet d'Appui à l'Éducation de Base
<b>PAGOSE</b>	Projet d'Amélioration de la Gouvernance et des Opérations dans le Secteur de l'Énergie
<b>PAM</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>PAPSP</b>	Programme d'Appui à la Performance du Secteur Public
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PIP</b>	Programme d'Investissement Public
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PPM</b>	Plan de Passation de Marché
<b>PRMP</b>	Personne Responsable des Marchés Publics
<b>PTBA</b>	Plan de Travail et Budget Annuel
<b>SAMVA</b>	Service Autonome de la Maintenance de la Ville d'Antananarivo
<b>SDAUM</b>	Schémas Directeurs d'Assainissement de huit villes secondaires de Madagascar
<b>SNUT</b>	Service de la Nutrition
<b>SOA</b>	Service Opérationnel d'Activités
<b>SUB</b>	Subvention
<b>RFI</b>	Recettes Fiscales Intérieures
<b>SCS</b>	Service Central de la Solde
<b>SEE</b>	Service des Études Économiques
<b>SIGMP</b>	Système Intégré de Gestion des Marchés Publics
<b>SPCM</b>	Service de la Prévision et Cadrage Macroéconomique
<b>SSB</b>	Service de la Synthèse Budgétaire
<b>TCN</b>	Titres de Créances Négociables
<b>TEF</b>	Titre d'Engagement Financier
<b>IMP</b>	Impôt sur les Marchés Publics
<b>TPI</b>	Tribunaux de Première Instance
<b>TPP</b>	Taxe sur les Produits Pétroliers
<b>TVA</b>	Taxe sur la Valeur Ajoutée
<b>TVAPP</b>	Taxe sur la Valeur Ajoutée des Produits Pétroliers
<b>UE</b>	Union Européenne
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
<b>USAID</b>	United States Agency for International Development
<b>USD</b>	United States Dollar

## I- CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER

Malgré les chocs climatiques, notamment le passage successif des cyclones durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2022, et le déclenchement du conflit en Ukraine avec les impacts économiques qui s'en sont suivis (hausse conséquente des prix à la pompe du carburant, accélération de l'inflation, etc.), l'économie malagasy a démontré une certaine résistance, particulièrement grâce aux activités des secteurs les plus porteurs comme les industries extractives et textiles avec des exportations en hausse. En outre, l'année 2022 a été marquée par la reprise des activités touristiques. Ainsi, les dernières données disponibles suggèrent que la croissance économique de 2022 avoisine les +4%, alignée avec les estimations de la LFI 2023.

### A- SECTEUR RÉEL<sup>1</sup>

Durant le 1<sup>er</sup> semestre 2023, l'économie de Madagascar a connu une performance mitigée en référence à l'évolution des indicateurs avancés pour cette période. Ce ralentissement est plus marqué au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 avec la baisse de consommation d'électricité au niveau du secteur secondaire (-9,41 % en glissement trimestriel et -0,85 % en glissement annuel) et au niveau du secteur tertiaire (-2,83 % en glissement trimestriel et +6,40 % en glissement annuel). Néanmoins, la légère hausse de +2,1 % du volume des importations d'équipements ainsi que l'augmentation de +20,2 % du volume des importations de matières premières durant le 1<sup>er</sup> semestre 2023 présagent un possible éclairci pour le second semestre 2023.

#### 1) Faits marquants

Pour le 1<sup>er</sup> semestre 2023, le secteur réel a été marqué par :

- **Exportation des produits de rente**

Les exportations de produits de rente ont baissé de -16,8 % en volume contre -39,8 % en valeur. Cette baisse est due à la chute des exportations de vanille (-56,4 % en volume et -54% en valeur) et du girofle (-14,0 % en volume et -2,1 % en valeur).

En milliers d'Ariary

Produits de rente	S1 2019	S1 2022	S2 2022	S1 2023
Volume (kg)	12 471 498	41 373 969	22 425 079	34 411 678
Valeur	1 479 111 137	2 856 915 122	562 219 683	1 719 075 057

Source : Douanes, calculs SSIC/DEME/DGEP

- **Branche pêche**

La branche pêche a affiché des résultats favorables si l'on considère les données d'exportations des produits halieutiques. Les exportations des produits de la pêche ont connu une hausse de +29,96 % en volume et +24,49 % en valeur, portée par la hausse des exportations de crevettes (+15,91 % en volume et +20,01 % en valeur) ainsi que l'augmentation des exportations d'autres crustacés (+37,21 % en volume et +33,91 % en valeur).

En milliers d'Ariary

Produits halieutiques	S1 2019	S1 2022	S2 2022	S1 2023
Volume (kg)	8 479 185	8 082 965	6 964 758	10 504 238
Valeur	210 533 574	301 900 964	208 010 404	375 837 301

Source : Douanes, calculs SSIC/DEME/DGEP

<sup>1</sup> Les données sur le commerce international proviennent des statistiques fournies par la Direction Générale des Douanes.

- **Branche extractive**

Les exportations des produits miniers et minéraux ont connu une baisse de -7,4 % en volume contre une légère hausse de -13,7 % en valeur. Cette situation résulte d'une part de la baisse des exportations des principaux produits tels que le graphite (-62,9 % en volume et -53,4 % en valeur), le titane (-7,6 % en volume et +7,3 % en valeur) et le cobalt (-20,8 % en volume et -63,4 % en valeur), contrebalancée par la hausse des exportations de Nickel (+9,1 % en volume et +17,8 % en valeur) ; et d'autre part, de la combinaison de différents facteurs tant au niveau national qu'international, notamment, la volatilité des prix, les inquiétudes géopolitiques et la persistance des perturbations des activités d'extraction pour le cas du titane.

En milliers d'Ariary

Produits minéraux et miniers	S1 2019	S1 2022	S2 2022	S1 2023
Volume (tonne)	412 204	468 259	456 914	433 388
Valeur	1 471 178 702	3 073 814 861	3 263 710 174	3 495 683 563

Source : Douanes, calculs SSIC/DEME/DGEP

- **Branche textile et habillement**

La branche textile et habillement a connu un 1<sup>er</sup> semestre contrasté, avec une baisse (-11,8 % en volume et -3,1 % en valeur), résultant de la baisse des exportations dans les principaux marchés d'exportations de Madagascar notamment les Etats-Unis, la France et l'Afrique du Sud. Ce résultat est également dû à la baisse des exportations de vêtements (-15,7 % en volume et -4,0 % en valeur) suite à la fermeture de plusieurs enseignes étrangères partenaires de Madagascar.

En milliers d'Ariary

Produits textiles et habillements	S1 2019	S1 2022	S2 2022	S1 2023
Volume (tonne)	18 060	25 064	26 593	22 103
Valeur	864 244 900	1 183 311 448	1 328 875 607	1 146 473 920

Source : Douanes, calculs SSIC/DEME/DGEP

- **Branche transport terrestre**

Les statistiques de la consommation de carburant au 1<sup>er</sup> semestre 2023 fournies par l'Office Malgache des Hydrocarbures indiquent une baisse de -11,6 % de la consommation de gasoil, nécessaire au transport de marchandises et de personnes, par rapport à la même période en 2022. Cette baisse est due à la hausse des prix du carburant, ainsi qu'au mauvais état des infrastructures routières causé par le passage des cyclones au 1<sup>er</sup> trimestre de 2023.

En volume

Produits	S1 2022	S2 2022	S1 2023
Super Carburant (m <sup>3</sup> )	86 361	88 183	82 628
Gasoil (m <sup>3</sup> )	363 085	371 344	322 910

Source : OMH, calculs SSIC/DEME/DGEP

- **Tourisme**

Selon les statistiques du Ministère du Tourisme, le nombre d'arrivées de touristes à Madagascar a augmenté de +202,8% au 1<sup>er</sup> semestre 2023, soit 85 752 touristes contre 28 322 au 1<sup>er</sup> semestre 2022 et 109 222 touristes à la même période en 2019. Cette reprise de l'activité touristique est en partie grâce au retour de la majorité des compagnies aériennes ayant desservi Madagascar avant 2020 ainsi qu'aux diverses activités de promotion réalisées durant l'année 2022 et le 1<sup>er</sup> semestre 2023.

En milliards d'Ariary

	S1 2019	S1 2022	S2 2022	S1 2023
Arrivées des non-résidents aux frontières	109 222	28 322	103 696	85 752

Source : MINTOUR, calculs SSIC/DEME/DGEP

## 2) Perspectives pour le second semestre 2023

Les nombreux investissements publics et projets en PPP des secteurs productifs et sociaux mis en œuvre et/ou achevés pour l'année 2023 devraient soutenir la croissance économique. Les projets d'aménagement et d'irrigation des périmètres agricoles devraient augmenter la capacité de production agricole, notamment le riz avec une hausse attendue de 10% de la production. La poursuite des actions d'industrialisation comme la mise en place d'usines de sucre et de ciment ainsi que la création entre autres d'une zone d'émergence industrielle permettrait de réduire la dépendance à l'importation. Enfin, la construction et la réhabilitation des infrastructures de transport et de communication, ainsi que le développement de l'offre d'énergie instaурeraient un environnement plus favorable aux investissements privés d'autant plus que Madagascar accueillera les 11<sup>èmes</sup> Jeux des Iles de l'Océan Indien. Par conséquent, une croissance significative des activités touristiques est attendue.

Cependant, des facteurs de risques persistent et pourraient ternir les perspectives économiques pour le reste de l'année. Outre le prolongement, voire l'intensification du conflit Russo-Ukrainien avec les impacts économiques qui en découleraient comme le ralentissement de la demande mondiale et les mouvements haussiers du cours des matières premières, les perturbations de la fourniture d'électricité ainsi que le risque politique en année électorale constituent des menaces à ne pas prendre à la légère.

Ainsi, selon l'évolution de la situation, les projections de croissance de la LFI 2023 pourraient connaître des révisions durant le deuxième semestre de 2023.

## 3) Inflation<sup>2</sup>

En glissement annuel, l'Indice des Prix à la Consommation a augmenté de 11,8% entre mai 2022 et mai 2023. En première ligne se trouvent les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées avec une contribution à hauteur de 66,7% de ce niveau d'inflation, suivis par les produits de première nécessité avec une contribution à hauteur de 28,4%.

### B- Secteur des Finances publiques

Les recettes budgétaires, fiscales et non fiscales en fin juin 2023 s'élèvent à 3 701,8 milliards d'Ariary, soit 40,2% de l'objectif annuel. Par rapport à l'année précédente, ces recettes ont augmenté de 6,6% pour la même période. En revanche, les dépenses publiques se totalisent à 5 300 milliards d'Ariary, soit 31,5% de l'enveloppe de crédits prévue pour l'année 2023. Ces opérations découlent sur un déficit base caisse de 1 144,4 milliards d'Ariary.

#### 1) Recettes Non Fiscales

Tableau 1 : Situation des Recettes Non Fiscales

Rubriques	En milliards d'Ariary		
	LFI 2023	Exécution 2T 2023	Taux de réalisations
Recettes Non Fiscales	189,9	44,4	23,4%

Source : DGT

Les Recettes Non Fiscales se chiffrent à 44,4 milliards d'Ariary, soit 23,4% de l'objectif de l'année. La réalisation reste encore faible par rapport à l'objectif annuel de 189,9 milliards d'Ariary. Ces recettes sont principalement constituées par des dividendes des sociétés à participation de l'Etat.

<sup>2</sup> INSTAT, Direction des Statistiques des Conditions de Vie des Ménages, Service des Statistiques des Prix à la Consommation.

## 2) Intérêts de la dette

Tableau 2 : Situation des intérêts de la dette

En milliers d'Ariary

Rubriques	LFI 2023	Exécution 2T 2023	Taux de réalisations
Intérêts dette extérieure	306 588 585,79	86 244 353,24	28,1%
Intérêts dette intérieure	335 503 225,97	196 286 023,66	58,5%
Bons du Trésor	271 579 425,92	175 072 897,52	64,5%
Avances statutaires	18 670 000,00	13 205 609,92	70,7%
Autres	45 253 800,05	8 007 516,22	17,7%
<b>TOTAL</b>	<b>642 091 811,76</b>	<b>282 530 376,90</b>	

Source : DGT

Pour les intérêts de la dette extérieure, le taux de réalisation de 28,13% par rapport à la prévision LFI 2023 s'explique par :

- la considération de la commission d'engagement de la Banque Mondiale fixée à un taux maximum de 0,50% (en se basant sur l'accord de prêt) dans notre prévision LFI 2023, mais qui est finalement ramené à 0% (suivant les avis d'échéance de la Banque Mondiale) ;
- la différence de change ;
- la prévision de tirage/signature de nouveaux prêts mais pas de réalisation à l'exemple de Deutsche Bank, Investec, BPI .

Il se peut également que certains avis de débit de la BFM au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2023 ne soient pas encore parvenus à la Direction de la Dette Publique.

Le total des intérêts de la dette intérieure au 1<sup>er</sup> semestre 2023 s'élève à 196 286,02 millions d'Ariary. Ceci correspond à un taux de réalisation de 59% par rapport à la Loi de Finances Initiale 2023. Cette réalisation suit globalement les estimations semestrielles des intérêts établis.

## 3) Comptes Particuliers du Trésor

Tableau 3 : Situation des Comptes Particuliers du Trésor

En milliers d'Ariary

Rubriques	LFI 2023	Exécution 2T 2023	Taux de réalisations
<b>Recettes</b>	1 230 357 137	371 173 303	30,2%
Avances	0		
Compte de prêts (remboursement)	0		
Compte de prêts (régularisation/consolidation)	37 096 131		
Compte de commerce	1 060 310 000	356 343 949	33,6%
Compte d'affectation spéciale	132 951 006	14 829 354	11,2%
<b>Dépenses</b>	2 983 686 985	1 305 495 189	43,8%
Avances	0		
Compte de prêts	1 584 897 163	771 069 485	48,7%
Compte de participation	195 528 816	23 826 128	12,2%
Compte de participation (régularisation)	10 000 000	0	
Compte de commerce	1 060 310 000	496 200 744	46,8%
Compte d'affectation spéciale	132 951 006	14 398 832	10,8%

Source : DGT

Les dépenses de participation s'élevaient à 23,5 milliards d'Ariary, soit 12,2% du montant inscrit dans la LFI 2023 et concernent les participations internationales (BAD et BIRD).

Pour les comptes de prêts, l'enveloppe de crédits prévue a été exécutée à hauteur de 771,1 milliards d'Ariary, soit un taux de 48,7%.

#### 4) Fonds de Contre-Valeur

Tableau 4 : Situation des Fonds de Contre-Valeur

En milliers Ariary

Rubriques	LFI 2023	Exécution 2T 2023	Taux de réalisations
Recettes	380 640	208 477,7	54,8%
Dépenses	13 017 876	587 959,2	4,4%

Source : DGT

Les recettes issues de la reconstitution des Fonds de Contre-Valeur s'évaluent à 208,5 millions d'Ariary avec un taux de réalisation de 54,8%. Pour les dépenses en FCV, elles se totalisent à 588 millions d'Ariary.

#### 5) Opérations en capital de la dette publique

Tableau 5 : Situation des Opérations en capital de la dette publique

En milliers d'Ariary

RUBRIQUES	LFI 2023	Exécution 2T 2023	Taux de réalisations
<b>RECETTES</b>			
<b>DETTE INTERIEURE</b>			
Bons du Trésor	3 231 190 794	2 521 229 000	78,0%
Avances	163 800 000	331 930 881	202,6%
Autres	0		
<b>DETTE EXTERIEURE</b>			
Amortissement capital			
Emprunts	3 346 016 420	1 671 273 627	50,0%
Financement exceptionnel	1 768 534 348		
Régularisation Emprunts	150 000 000		
<b>DISPONIBILITE MOBILISABLE</b>	0		
<b>DEPENSES</b>			
<b>DETTE INTERIEURE</b>			
Bons du Trésor	1 852 723 990	1 483 129 990	80,1%
Avances	300 000 000	287 042 763	95,7%
Autres	105 863 944	27 490 584	26,0%
<b>DETTE EXTERIEURE</b>			
Amortissement capital	702 232 092	273 082 911	39,0%
Emprunts			
Financement exceptionnel			
Régularisation Emprunts			
<b>DISPONIBILITE MOBILISABLE</b>	402 289 579		

Source : DGT

Pour la dette extérieure, le taux de réalisation des décaissements des prêts projets avoisine les 50% en fin Juin 2023 par rapport à la prévision annuelle.

Quant au remboursement du capital de la dette extérieure, le taux de 39% peut être expliqué par :

- les échéances en capital de la BADEA du 01/01/2023 payées le 30/12/2022 ;
- la prévision de tirages/signatures de nouveaux prêts mais pas de réalisation, à l'exemple de l'EximUSA, le Trade and Development Bank et la BPI ;
- certains avis de débit de la BFM au titre du 1<sup>er</sup> trimestre 2023 non encore parvenus à la Direction de la Dette Publique ;
- la différence de change.

Quant à la dette intérieure, les taux de réalisation des tirages des bons du trésor ainsi que les avances statutaires en fin juin 2023 sont respectivement supérieurs à 50% par rapport à la prévision annuelle. Ces dépassements sont expliqués par un financement supplémentaire non prévu destiné à couvrir les dépenses de l'Etat.

Pour le remboursement en capital de la dette intérieure, les taux de réalisation pour les titres publics ainsi que les avances statutaires sont tous en dessus de 50% ; l'explication étant le remboursement des titres émis de courte maturité dans le cadre du financement supplémentaire suscité.

## **C- Secteur monétaire**

### **1) Les agrégats monétaires**

Au cours des six premiers mois de l'année 2023, une tendance à la baisse des agrégats monétaires a été observée. La base monétaire a enregistré une baisse de -769,4 milliards d'Ariary (-11,1 %) alors qu'elle avait connu une augmentation de 563,3 milliards d'Ariary (+9,6 %) sur la même période en 2022. Cette évolution est essentiellement due au renflouement des dépôts en devises de l'Etat et des interventions de BFM sur le marché monétaire.

Les créances nettes du BFM sur l'Etat ont diminué de -1 557,1 milliards d'Ariary suite au renflouement des dépôts en devises de l'Etat à hauteur de 1 770,3 milliards d'Ariary. Il provient des rétrocessions en faveur de l'Etat de l'allocation de DTS et des décaissements dans le cadre de la FEC (mars et juin 2023), ainsi que des approvisionnements des comptes projets en devises. Les créances brutes du BFM sur l'Etat ont augmenté de 167,1 milliards d'Ariary en raison des rétrocessions des FEC et des tirages d'avances statutaires.

Les interventions de BFM sur le marché monétaire ont également eu un effet restrictif sur la base monétaire, entraînant une ponction nette de -1 057,5 milliards d'Ariary. De manière moins significative, les autres postes nets de BFM ont également été restrictifs de -80,6 milliards d'Ariary.

En revanche, les avoirs extérieurs nets de BFM ont connu une progression de 1 925,2 milliards d'Ariary, équivalant à 312,4 millions de DTS. Les engagements extérieurs de BFM se sont allégés de -1 381,8 milliards d'Ariary ou -198,8 millions de DTS après la rétrocession de l'allocation de DTS. Les avoirs extérieurs bruts se sont reconstitués de 809,5 milliards d'Ariary ou 113,6 millions de DTS, grâce notamment à l'approvisionnement des comptes en devises des projets de développement financés par des contributions extérieures, aux achats nets de devise sur le MID et aux aides à la balance des paiements dans le cadre de la FEC.

En termes annuels, la base monétaire a enregistré une baisse de 283,0 milliards d'Ariary, soit -4,4 % en fin juin 2023, comparée à une hausse de 17,9 % en fin 2022 et de 7,4 % en fin 2021.

La masse monétaire M3 a légèrement augmenté de 24,0 milliards d'Ariary (+0,1 %) sur les cinq premiers mois de l'année 2023, contre une hausse de 985,6 milliards d'Ariary (+6,2 %) sur la même période en 2022. La progression des avoirs extérieurs nets du système bancaire a été contrebalancée par l'effet restrictif des opérations de l'Etat.

Les Avoirs Extérieurs Nets (AEN) du système bancaire se sont accrus de 1 266,4 milliards d'Ariary ou 230 millions de DTS. Cet accroissement a résulté de la rétrocession des Allocations de DTS à l'Etat, laquelle a allégé les engagements extérieurs de BFM. Les AEN des banques, quant à eux ont accusé une baisse de -239,0 milliards d'Ariary ou -36,4 millions de DTS.



Les Autres Postes Nets (APN) du système bancaire ont augmenté de 10,6 milliards d'Ariary. Les APN de BFM ont présenté une légère hausse de 15,3 milliards d'Ariary, tandis que les APN des banques ont subi une faible baisse de -4,8 milliards d'Ariary.

Cependant, les Créances Nettes sur l'Etat (CNE) du système bancaire ont baissé de -1 139,0 milliards d'Ariary sur les cinq premiers mois de l'année. Cette baisse fait suite au renflouement des dépôts en devises de l'Etat auprès de BFM expliqué *supra*. Toutefois, il y a eu une hausse de 250 milliards d'Ariary des CNE des banques due aux souscriptions de ces dernières aux titres publics. En outre, les autres créances nettes<sup>3</sup> sur l'Etat ont également augmenté de 14,6 milliards d'Ariary.

Les crédits à l'économie ont légèrement reculé de -114,0 milliards d'Ariary. Les crédits bancaires à l'économie ont notamment baissé de -112,8 milliards d'Ariary, et les créances accordées par le Trésor public (lettres de change en faveur du secteur privé) avec -2 milliards d'Ariary. En termes annuels, la croissance des crédits bancaires a été de 16,4% en fin mai 2023, contre 19% en fin 2022.

En glissement annuel, l'expansion de la masse monétaire a été de +7,3% en fin mai 2023, contre 13,8% en 2022 et 12,2% en 2020.

Tableau 6 : Agrégats monétaires

Agrégats monétaires [fin de période]	2022	Mai-2023
Créances sur l'économie (milliards d'Ariary)	10 927,1	10 813,0
Dont crédits au secteur privé (milliards d'Ariary)	10 816,3	10 705,4
Glissement annuel en %	16,8	16,1
Croissance annuelle de la Base monétaire (en %)	17,9	-4,4 [Juin]
Croissance annuelle de la Masse monétaire M3 (en %)	13,8	7,3

Source : BFM/DET

## 2) Evolution des Indices des Prix à la Consommation IPC en 2022

En fin juin, l'IPC a enregistré une hausse de 4,9% depuis le début de l'année. Si ce rythme est maintenu, en valeur annualisée, le taux d'inflation atteindrait 10%. Pour le riz, qui compose 18% du panier de consommation, la majoration est de 7,7%. Sur la même période, la variation des prix de l'énergie est relativement modérée avec un taux de 1,4%. L'inflation sous-jacente, la plus corrélée avec la masse monétaire, se situe à 4,5%.

En glissement annuel, de juin 2022 à juin 2023, les prix à la consommation ont augmenté de 11,3%. Sur cette même période, le riz s'est renchéri de 12,2% et l'énergie de 14,5%. Pour le reste du panier (inflation sous-jacente), la hausse est de 10,8%.

Tableau 7 : Evolution récente des Indices des Prix à la Consommation

Groupe de produits	Pondération	Variation depuis le début de l'année	
		[Décembre 2022/Juin 2023]	[Mai 2022 à Juin 2023]
Riz	17,9	7,7	12,2
Energie	7,8	1,4	14,5
Riz et énergie	25,6	6,0	12,8
<b>Inflation sous-jacente</b>	<b>74,4</b>	<b>4,5</b>	<b>10,8</b>
<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>	<b>4,9</b>	<b>11,3</b>

Source : Calcul de BFM/DET à partir des données de l'INSTAT/DSCVM

<sup>3</sup> Autres créances nettes = Dépôts auprès de la CEM + Dépôts de CCP - Encours de lettres de change

### 3) Analyse de la sensibilité budgétaire en cas de variation des taux d'intérêt

Les taux d'intérêt sur le marché monétaire sont influencés par les politiques que les banques centrales mènent dans le but de stabiliser les prix. De plus, si les conditions le permettent, elles peuvent également contribuer à l'accroissement des activités économiques. Ainsi, un relèvement des taux directeurs peut affecter les taux du marché monétaire et induire un renchérissement des coûts des emprunts. Les investissements et la consommation finale s'en trouvent ainsi freinés par le renchérissement des moyens pour les financer, ce qui impacte la demande agrégée et la croissance économique. Cette perte de croissance pourrait réduire les recettes budgétaires. Selon nos estimations, une hausse de 1,0 point de pourcentage des taux d'intérêt induirait à une baisse des recettes par rapport au PIB de 0,7 point. Cette sensibilité des recettes est plus forte en ce qui concerne les taxes indirectes, dont les variations seraient de -6,0 points de pourcentage à la suite d'un choc sur les taux d'intérêt de même ampleur.

Par ailleurs, les taux sur le marché des Bons du trésor public s'aligneraient à cette hausse des taux à court terme. En conséquence, les paiements des intérêts sur les dettes publiques s'alourdiraient, ce qui altérerait la situation budgétaire globale de l'Etat. La révision des taux de 1,0 point détériorerait le solde global/PIB de 0,14 point.

Tableau 8 : Taux d'intérêt

RUBRIQUES [fin de période en %]	2022	2023 S1
Corridor des taux (instauré à partir de Mai-2019)	[8,10-10,10]	[8,50-10,50]
Appels d'Offres Positifs		
-Opération de Réglage fin d'Injection (ORI)	-	-
-Opération Principale d'Injection (OPI)	9,10	9,50
-Opération à plus Long terme d'Injection (OLI)	-	-
Appels d'Offres Négatifs		
-Opération de Réglage fin de Ponction (ORP)	-	-
-Opération Principale de Ponction (OPP)	-	-
-Opération à plus Long terme de Ponction (OLP)	-	-
Echanges entre banques (maturité <= 7jrs)	8,95	9,76
Taux appliqués par les banques		
-Débiteurs	13,42	13,49 (mai)
-Créditeurs	3,11	3,12 (mai)
Rendement moyen des BTA	8,85	10,55

Source : BFM/DOM

### D- Secteur extérieur

Au 1<sup>er</sup> semestre 2023, la balance des « opérations courantes » s'est stabilisée à -1,6% du PIB par rapport à la réalisation de la même période en 2022. En revanche, le solde des « opérations en capital et financières » s'est amélioré à +2,0% du PIB, comparé à +1,9% réalisé sur la période sous revue en 2022. Cette situation a permis une évolution positive du solde de la balance globale des paiements extérieurs à +0,14% du PIB alors que celle-ci était de +0,03% sur la même période en 2022.

Tableau 9 : Indicateurs du secteur extérieur

RUBRIQUES	2021		2022		2023 [*]	
	1 <sup>er</sup> Semestre	Annuel	1 <sup>er</sup> S	Annuel	1 <sup>er</sup> S	Annuel [**]
1 DTS [moyenne de la période], en Ariary	5 410,8	5 456,0	5 470,6	5 482,3	5 848,1	6 030,1
1 DTS [fin de période], en Ariary	5 587,9	5 537,7	5 430,9	5 938,2	6 016,8	6 357,2
1 USD [fin de période], en Ariary	3 916,4	3 956,7	4 074,6	4 462,0	4 510,8	4 739,6
Compte courant [en % du PIB]	-2,6	-4,9	-1,6	-5,2	-1,6	-4,3
Balance commerciale [en % du PIB]	-3,5	-6,6	-1,3	-6,3	-2,3	-5,7
Solde des opérations sur les services [en % du PIB]	-1,5	-3,2	-2,4	-2,7	-0,8	-1,8
Solde des opérations sur les revenus [en % du PIB]	-0,8	-1,8	-1,0	-2,4	-1,2	-2,7
Solde des transferts courants [en % du PIB]	3,3	6,8	3,0	6,2	2,7	5,9
Solde du compte en capital et financier [en % du PIB]	2,8	6,9	1,9	4,7	2,0	5,5
Balance globale [en % du PIB]	0,1	1,8	0	-0,8	0,1	0,9
Stock de réserves [en millions de DTS]	1 405,3	1 629,6	1 678,4	1 601,2	1 714,8	
Stock de réserves [en millions de USD]	2 005,1	2 280,7	2 237,2	2 130,9	2 287,3	
Stock de réserves [en mois d'importations]	5,9	5,8	5,0	4,3	4,7	
PIB nominal [en milliards d'Ariary][**]		56 038,9		63 099,1		71 162,0

Source : BFM/DET, [\*] Statistiques provisoires, [\*\*] Prévision annuelle pour 2023

### 1) Opérations courantes

Sur les six premiers mois de 2023, les exportations de biens ont reculé de 20% par rapport à la même période de 2022. Cette contreperformance a trouvé son origine dans la contraction des exportations des produits phares tels que la vanille, le girofle, le cobalt et les produits des entreprises franches. La « vanille » a perdu 58,4% de sa valeur à l'export due à un recul de 57,1% du volume exporté et de 3% de son prix sur le marché international. De même, les exportations de « girofle » se sont contractées à la suite de la baisse de 14,3% du volume exporté et ce, malgré une hausse de 4,3% de son prix. Les exportations des « entreprises franches » ont affiché un ralentissement de 8,1% à la suite de la diminution du volume vendu (-4,4%) et de leur prix à l'international (-3,9%). Les exportations de « cobalt » se sont inscrites en baisse de 66,6% en termes de valeur, résultant du repli de la quantité exportée (-20,8%) et de son prix (-57,9%). Toutefois, les exportations de « nickel » se sont accrues de 7,7% grâce à la progression de 9,1% du volume exporté.

Concernant les importations de biens, une diminution de 13,5% a été observée. Cette évolution a été principalement due à la contraction des importations « d'énergie » (-34,9%), des « zones franches » (-17,6%), des « matières premières » (-21,7%) et des « biens d'alimentation » (-6,6%). En revanche, une croissance des achats des « biens d'équipement » de +18,3% a été notée.

Par contre, le service « transport » a continué de s'améliorer en se rapprochant ainsi du niveau d'avant la crise grâce aux « autres transports », notamment les services auxiliaires au transport aérien. Simultanément, les coûts du « fret » commencent à revenir à leur niveau d'avant la crise à la suite du rétablissement progressif des chaînes d'approvisionnement mondiales. La progression du secteur tourisme quant à elle s'est poursuivie.

Le déficit du solde des « revenus des investissements » a continué de se creuser et la balance des « transferts courants » a également accusé un repli.

### 2) Opérations en capital et financières

Les opérations en capital et financières se sont raffermies avec un solde de +2% du PIB au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2023, contre +1,9% du PIB en 2022. Cette situation a été expliquée principalement par le regain des opérations en capital, constituées essentiellement des « dons-projets » au profit de l'Administration Publique, qui ont rebondi à +1,4% du PIB

sur la période sous revue de 2023 contre +0,3% en 2022. Quant aux opérations financières, leur solde s'est détérioré avec une balance de +0,7% du PIB sur la période étudiée de 2023, après avoir été de +1,5% sur la même période de l'année précédente. Les flux d'investissements directs étrangers ont enregistré une hausse pour atteindre +1% du PIB au 1<sup>er</sup> semestre 2023, contre +0,8% sur le même intervalle de temps en 2022.

### **3) Réserves internationales**

En fin juin 2023, le stock des réserves officielles de change a été de 2 287,3 millions de dollars US, représentant 4,7 mois d'importation par rapport à 2 237,2 millions de dollars US à la même période en 2022, soit l'équivalent de cinq mois d'importations.

### **4) Analyse de la sensibilité budgétaire en cas de fluctuation du taux de change**

Au 1<sup>er</sup> semestre de 2023, la monnaie nationale s'est dépréciée de 1,1% et 3,3%, respectivement face au dollar US et à l'euro. Outre la conjoncture macroéconomique nationale, cette dépréciation de la monnaie nationale résulte également de l'évolution de la parité EUR/USD sur le marché international. Cette dernière évolue toujours dans un contexte incertain lié à la persistance de la guerre Russo-Ukrainienne, conjugué avec le durcissement plus accentué de la politique monétaire du côté de la FED.

La volatilité des taux de change de la monnaie nationale, amplifiée par la forte fluctuation du cours Euro/Dollar US sur le marché international ont impacté la mise en œuvre du budget de l'Etat, tant sur le calendrier que sur la valeur. Une forte appréciation de l'Ariary diminuerait la contrevaletur en monnaie nationale des entrées de devises (investissements étrangers, réserves, emprunts étrangers, aides étrangères, exportations et transferts).

Cela diminuerait les ressources disponibles pour les paiements à effectuer en Ariary.

Inversement, une dépréciation de l'Ariary ferait augmenter à la fois les services de la dette extérieure, le coût d'acquisition des biens d'équipement nécessaires aux investissements prévus et les factures d'achats de produits courants tels que le carburant et les fournitures importées. Ces deux éventualités impliquent une gestion intelligente des réserves de change et pourraient entraîner des réajustements des priorités dans la gestion budgétaire par l'Etat.

## II- SOURCES DE FINANCEMENT

### A- Emprunts intérieurs et extérieurs

#### 1) Emprunts intérieurs

##### a. Réalisation des tirages sur emprunts intérieurs

Tableau 10 : Tirages sur emprunts intérieurs durant le 1er semestre 2023

*En milliards d'Ariary*

Tirages	1S 2023		
	LFI 2023	Réal	Prév-Réal
BTA	528,44	762,50	- 234,06
BTF	653,21	1 050,75	- 397,54
BTS GPM/JIRAMA	1 161,00	707,98	453,02
Avances statutaires	163,80	331,93	- 168,13
<b>Total des Tirages</b>	<b>2 506,45</b>	<b>2 853,16</b>	<b>- 346,71</b>

Source : DGT

Durant le 1<sup>er</sup> semestre 2023, les tirages de la dette intérieure s'élevèrent à 2 853,16 milliards d'Ariary, contre une prévision de 2 506,45 milliards d'Ariary pour la LFI 2023. Les réalisations ont excédé les prévisions de 346,71 milliards d'Ariary. Cet écart s'explique, entre autres, par un financement supplémentaire non prévu destiné à couvrir les dépenses de l'Etat, notamment par le biais de souscriptions aux BTA à courte maturité et aux BTF et des tirages d'avances statutaires. Quant aux tirages des BTS en faveur des compagnies pétrolières et de la JIRAMA, les réalisations ont été en dessous des prévisions.

##### b. Prévision des tirages sur emprunts intérieurs

Tableau 11 : Prévision des tirages sur emprunts intérieurs pour le second semestre 2023

*En milliards d'Ariary*

Tirages	2S 2023
	Prévision
BTA	373,71
BTF	377,75
BTS GPM/JIRAMA	279,00
Avances statutaires	18,07
<b>Total des Tirages</b>	<b>1 048,53</b>

Source : DGT

Compte tenu du financement supplémentaire expliqué ci-dessus et des réalisations du 1<sup>er</sup> semestre 2023, le Trésor public procédera à des emprunts intérieurs à hauteur de 1 048,53 milliards d'Ariary au cours du second trimestre 2023. Ces tirages sont principalement répartis entre les BTA (373,71 milliards d'Ariary) et les BTF (377,75 milliards d'Ariary).

#### 2) Emprunts extérieurs

##### a. Décaissements effectifs sur emprunts extérieurs

Le tableau ci-après fait état des tirages provisoires sur emprunts extérieurs par créancier, au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2023 en comparaison avec les décaissements prévisionnels de la LFI 2023. La répartition par secteur et par concessionnalité est en ([Annexe 1](#)).

Tableau 12 : Tirages sur emprunts extérieurs durant le 1<sup>er</sup> semestre 2023

En millions USD

CREANCIERS	1 <sup>er</sup> Semestre 2022		
	Prévision LFI 2022 (1)	Réalisation provisoire (2)	Ecart (3) = (2)-(1)
Abu Dhabi	20,61	5,81	14,80
AFD	79,97	3,92	76,05
Arabie Saoudite	17,48		17,48
BADEA	38,06		38,06
BEI	103,91	15,19	88,72
BFM / FEC	134,88	141,04	-6,16
BPI	11,24		11,24
Espagne	13,09		13,09
FIDA	59,13	30,12	29,01
Fonds Koweïtien	17,66	0,48	17,18
Groupe de la BAD	119,85	29,57	90,28
Belgique	3,02		3,02
Exim Bank CHINE	237,13	93,08	144,05
Exim Bank COREE	9,36		9,36
Exim Bank INDE	30,57		30,57
IDA	596,89	1131,48	-534,59
Investec	4,22		4,22
JICA	163,87	194,26	-30,39
OFID	45,82	26,32	19,50
Société Générale	52,70		52,70
Secure Capital Investment	0,00		0,00
Trade and Development Bank	10,54		10,54
Trésor Français	27,55		27,55
<b>TOTAL</b>	<b>1 797,55</b>	<b>1 671,27</b>	<b>126,28</b>
<b>c/v en milliards d'Ariary</b>	<b>426,33</b>	<b>376,77</b>	<b>49,56</b>

Source : DGT

L'écart de 126,28 milliards d'Ariary s'explique par :

- le retard lié aux procédures d'engagement global et de régularisation budgétaire ayant empêché les projets d'effectuer leur décaissement ;
- le délai de réception des avis de paiement pour comptabilisation dans le SYGADE qui intervient habituellement dans les 2 mois suivant les décaissements ;
- le retard lié à la lenteur des procédures de passation de marchés des projets.

#### **b. Prévision de décaissements sur emprunts extérieurs**

Le tableau qui suit récapitule la prévision de décaissements sur emprunts extérieurs pour la période comprise entre Juillet et Décembre 2023, suivant la LFI 2023.

Tableau 13: Prévision de tirages de la dette extérieure pour le second semestre 2023 suivant la LFI 2023

Prévision de tirages 2S LFI 2023		
CREANCIERS	En millions USD	En milliards MGA
Abu Dhabi	4,89	20,60
AFD	15,82	66,75
AiIB	2,00	8,43
Arabie Saoudite	4,15	17,49
BADEA	9,03	38,05
BEI	20,24	85,37
BFM / FEC	31,99	134,88
BPI	2,67	11,24
Deutsche Bank	184,42	777,57
Espagne	2,94	12,41
FIDA	13,84	58,34
Fonds Koweitien	4,19	17,66
Groupe de la BAD	28,62	120,72
Belgique	0,72	3,02
Exim Bank CHINE	39,19	165,25
Exim Bank COREE	4,45	18,76
Exim Bank INDE	7,25	30,57
Exim Bank USA	1,00	4,22
IDA	242,96	1024,41
Investec	1,00	4,21
JICA	40,87	172,29
OFID	15,87	66,91
Société Générale	12,50	52,71
Secure Capital Investment	8,00	33,73
Trade and Development Bank	10,50	44,27
Trésor Français	6,54	27,56
<b>TOTAL</b>	<b>715,65</b>	<b>3017,43</b>

Source : DGT

La prévision de tirages au cours du second semestre 2023 est estim e à 715,65 millions de \$ (3 017,43 milliards d'Ariary). La prévision de décaissement des projets financés par la Banque Mondiale (IDA) est estim e à un peu moins de 34% de ce montant total.

## B- Ressources fiscales

### 1) Recettes fiscales intérieures

#### a. Exposé des réalisations durant le 1<sup>er</sup> semestre 2023

*Une bonne performance en fin Juin 2023*

La réalisation de la Direction Générale des Impôts (DGI) au 1<sup>er</sup> semestre 2023 a enregistré une variation positive de 19,2% par rapport à la même période de l'année 2022. Cette performance remarquable est principalement attribuable à la reprise des activités de certaines entreprises. En effet, le chiffre d'affaires global de la période (tous secteurs confondus) a augmenté de +4,6% au 1<sup>er</sup> semestre 2023. En fin juin 2023, en termes de flux, la DGI a affiché un taux d'exécution de 119,34%, avec des recettes de 484,10 Milliards d'Ariary, dépassant les prévisions de 405,66 Milliards d'Ariary.

Figure 1 : Variation de Chiffre d'Affaires total par Secteur d'Activités au 1<sup>er</sup> semestre 2023

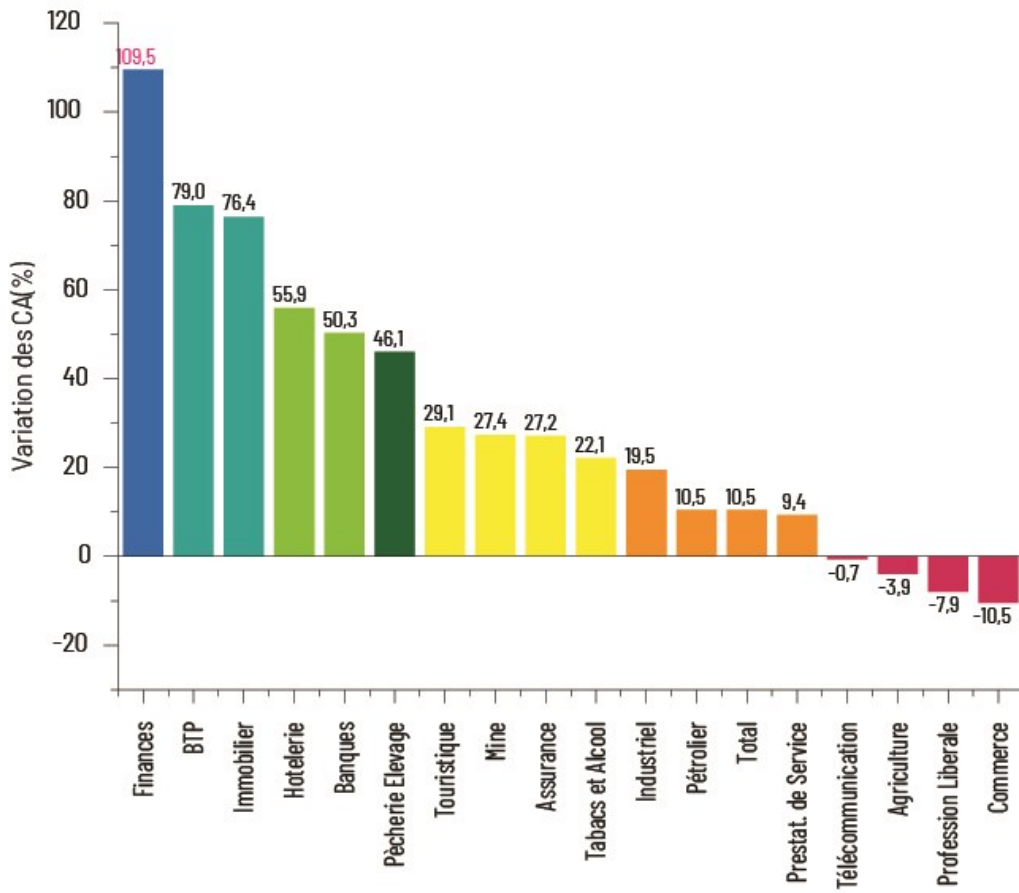


Figure 2 : Variation des recettes fiscales intérieures par nature d'impôts au 1<sup>er</sup> semestre 2023

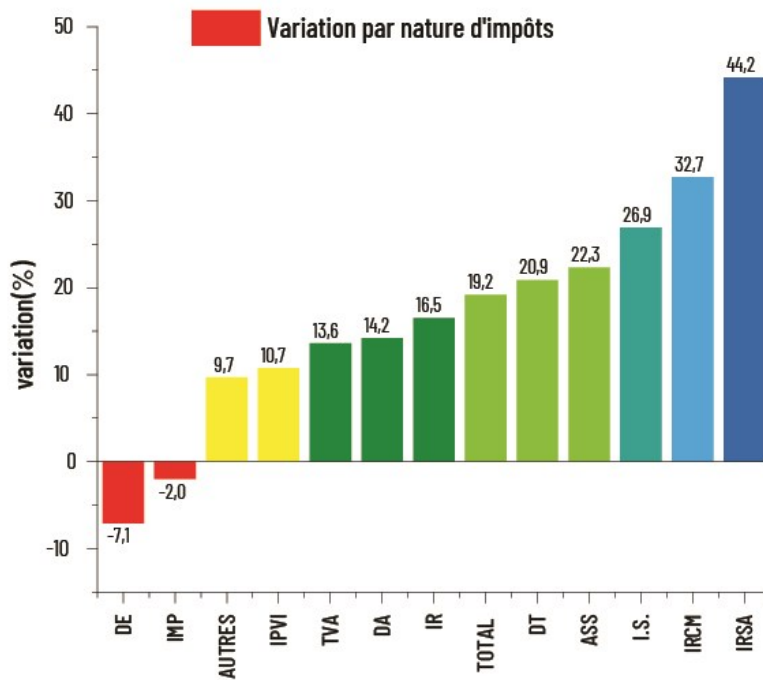
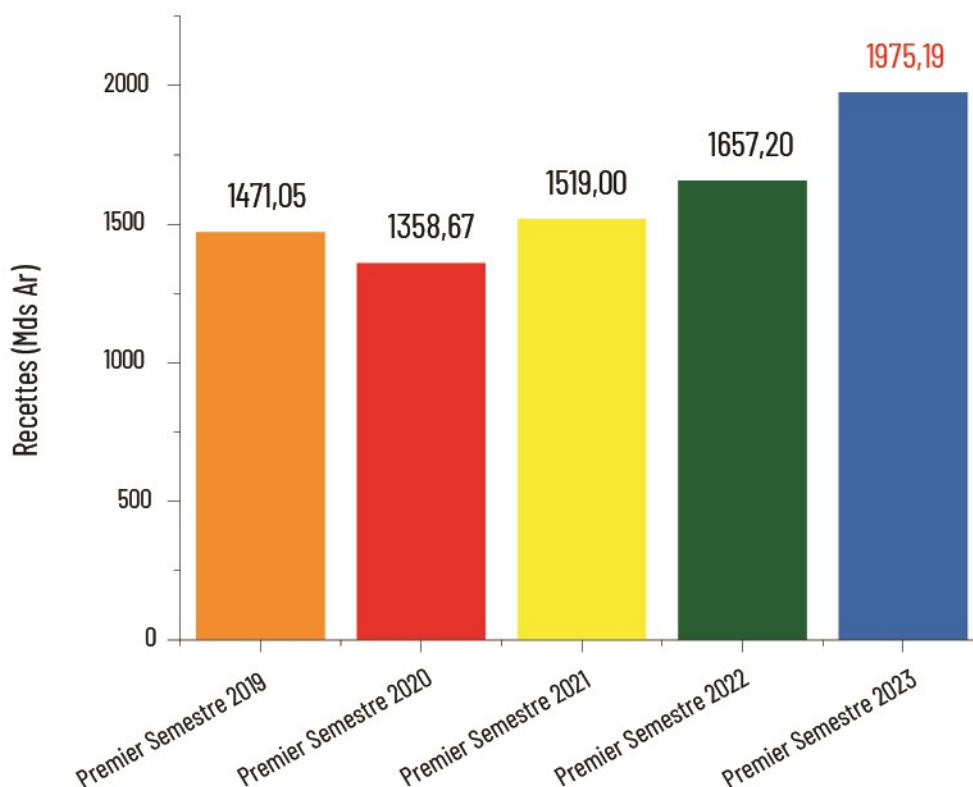




Figure 3 : Réalisation au 1er semestre 2023



### ➤ Impôts sur le Revenu, Bénéfices et Gains

*Une augmentation de Recettes de l'IR en fin juin ...*

L'Impôt sur le Revenu (IR) a connu une croissance de +16,52%, en termes cumulés au 1<sup>er</sup> semestre par rapport à l'année précédente, avec des recettes de 617,8 milliards d'Ariary contre 530,24 milliards d'Ariary, soit un excédent de 87,6 milliards d'Ariary. Cette performance notable est le résultat des efforts déployés, en particulier par le secteur minier qui a enregistré une augmentation de 8 fois plus des recettes d'IR par rapport à la même période de l'année 2022 (44 milliards d'Ariary contre 5 milliards d'Ariary). D'autres secteurs tels que les Assurances (+43,9%), la Banque (+26,5%), le Commerce (+24,1%), le Transport (+35,4%), le Pétrolier (+34,6%), la Télécommunication (+18,1%), et la Prestation de service (+13,3%) ont également contribué à cette bonne performance.

*Une bonne performance en matière d'IRSA ...*

À la fin du mois de juin 2023, l'Impôt sur les Revenus Salariaux et Assimilés (IRSA) a enregistré une croissance de 44,18% (57,51 milliards d'Ariary contre 247,9 milliards d'Ariary) par rapport à la même période de l'année 2022. Cette augmentation est attribuable à la performance exceptionnelle du secteur minier qui a enregistré une augmentation de plus de 1 282,3% par rapport à la même période de l'année précédente suite à une régularisation d'IRSA de plus de 50 milliards d'Ariary. D'autres secteurs tels que l'Industrie (+33,7%), la Télécommunication (+32,7%), la Prestation de Service (+24,2%), la Banque (+19,2%), et la Fonction Publique (+17,7%) ont également connu une croissance significative dans leurs contributions à l'IRSA.

*L'impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) a progressé...*

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2023, l'Impôt sur les Revenus des Capitaux Mobiliers (IRCM) a affiché une croissance de +32,72% par rapport à la même période de l'année 2022. Cette augmentation est principalement due à la performance exceptionnelle du secteur commerce lequel a enregistré une variation positive d'environ 1126%.

*En matière d'impôt synthétique....*

Les recettes de l'IS du 1<sup>er</sup> semestre 2023 par rapport à celles de 2022 ont augmenté de 27% (soit + de 14 milliards d'Ariary). Ce résultat positif est constitué principalement par les IS encaissés au niveau des centres fiscaux (+ de 12 milliards d'Ariary) et de la DGE (+ de 2 milliards d'Ariary dont +1 milliard pour le secteur Commerce).

#### ↳ **Impôts sur la Propriété**

Le droit d'enregistrement a régressé de 7% (soit -1,3 milliards) par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2022. Ce résultat est issu de la contreperformance constatée au niveau des centres fiscaux, et expliqué à travers la baisse du nombre d'actes présentés à la formalité.

#### ↳ **Impôts sur les Biens et Services**

*Les entreprises ont connu une augmentation de leur chiffre d'affaires taxable en matière de TVA...*

Une augmentation de +13,62% a été observée, principalement grâce à la bonne performance des secteurs BTP, Pétrolier, Industriel, Banque et Prestation de service qui ont enregistré des croissances respectives de 64,6%, 35%, 34,8%, 27,8% et 16,8% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2022, et ce, suite à l'augmentation de leurs chiffres d'affaires respectifs.

*Une légère baisse en matière de l'IMP...*

Une légère baisse de 2% des recettes d'IMP par rapport à la même période de l'année dernière a été constatée, et ce, suite à la contreperformance au niveau des secteurs BTP (-47,4%) et Prestation de Service (-54,2%). En fait, leur chiffre d'affaires soumis à l'IMP a diminué en juin 2023.

*Le Droit d'accise...*

Un meilleur résultat en matière de Droit d'accise a été obtenu avec une variation positive de 14,2% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2022, notamment au niveau du secteur Tabac et Alcool (+15,4%, soit 25,9 milliards d'Ariary).

#### ↳ **Autres Biens et Services**

*L'Assurance...*

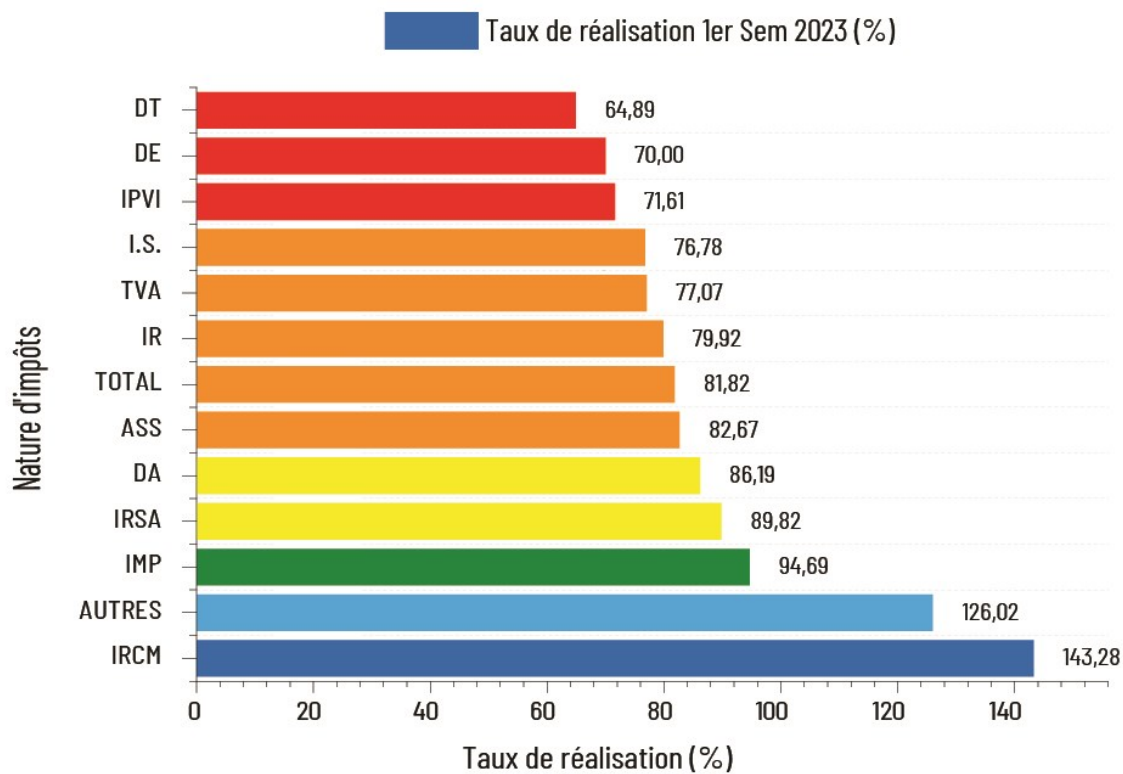
Un bon résultat est marqué au niveau du secteur Assurances (+22,3%). Effectivement, son chiffre d'affaires du 1<sup>er</sup> semestre 2023 s'est accru de 26,7% par rapport à la même période de l'année 2022.

*Le Droit des Timbres...*

Une amélioration de recettes (+12,1%) en matière de droit des timbres sur visa a été constatée en comparaison à la même période de l'année précédente. Au total, le pays a accueilli 50 447 touristes au cours des quatre premiers mois de cette année 2023, soit environ 78% de touristes de plus qu'à la même période en 2022.

#### **b. Analyse des écarts entre la prévision et la réalisation durant le 1<sup>er</sup> semestre 2023**

*Toutefois, l'objectif assigné au 1<sup>er</sup> semestre 2023 n'est atteint qu'à 81,8% ...*

Figure 4 : Réalisation au 1<sup>er</sup> semestre 2023

Au 1<sup>er</sup> semestre 2023, la Direction Générale des Impôts (DGI) a atteint 81,8% de l'objectif qui lui est assigné, enregistrant des recettes de 1975,2 milliards d'Ariary par rapport aux 2 413,9 milliards d'Ariary prévus. La principale difficulté pour le développement des activités commerciales a été l'incertitude de la situation économique au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, déclarée par 64,1% des entreprises.

Par ailleurs, d'autres obstacles majeurs ont été repérés, tels que les coupures d'électricité fréquentes, communément appelées « délestage », ainsi que l'incertitude socio-politique. Ces perceptions ont impacté, respectivement, auprès de 61,3%, 53,1% et 52,1% des entreprises. Les autres facteurs limitant l'expansion des activités des entreprises incluent l'insuffisance de la demande, la concurrence des importations ainsi que le manque d'équipement ou de matériel<sup>(4)</sup>.

#### ➤ Impôts sur le Revenu, Bénéfices et Gains

Les performances des entreprises des secteurs primaire, secondaire et tertiaire n'ont permis d'atteindre que 79,9% des prévisions en termes d'Impôt sur le Revenu (IR). En réalité, certains secteurs ont été impactés par l'incertitude de la conjoncture économique, ce qui s'est traduit par une diminution de leur chiffre d'affaires au 1<sup>er</sup> semestre 2023, à savoir les secteurs BTP, tabacs et alcool.

Les prévisions du 1<sup>er</sup> semestre 2023 en matière d'IRSA ont été réalisées à 90%, et ce, malgré la régularisation effectuée au niveau du secteur minier à plus de 50 milliards d'Ariary.

L'Impôt sur les Revenus des Capitaux Mobiliers (IRCM) a dépassé les attentes avec un taux de réalisation de +143,3%, principalement grâce aux meilleures performances du secteur Commerce.

L'Impôt sur les Plus-Values Immobilières (IPVI) a été seulement atteint à 71,6%, corollaire à la diminution des recettes de droits d'enregistrement.

<sup>4</sup> Source : Enquête sur la conjoncture économique-BFM-1<sup>er</sup> Trimestre 2023

En ce qui concerne l'Impôt synthétique (IS), les prévisions n'ont été atteintes qu'à 77% malgré l'excédent de recettes constaté par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2022.

### ➤ Impôts sur les Biens et Services

Au 1<sup>er</sup> semestre 2023, la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), l'un des principaux contributeurs de recettes fiscales intérieures, a été atteinte à 77,1%. Cette contreperformance est justifiée par la baisse du chiffre d'affaires imposable des ventes de biens, notamment dans le secteur pétrolier, qui a enregistré une baisse de 22,07% (-487,3 milliards d'Ariary) au 1<sup>er</sup> semestre 2023.

Pour ce qui est de l'Impôt sur les Marchés Publics (IMP), il a été réalisé à 94,7% de ses objectifs. En fait, cette contreperformance est due à la diminution des recettes de l'IMP au niveau des secteurs BTP (-47,4%) et Prestation de Services (-54,2%) par rapport à celles de l'année précédente.

### c. Actualisation des prévisions pour le second semestre 2023

Tableau 14 : Projection des Recettes Fiscales intérieures par nature d'impôts pour le second semestre 2023

<i>En milliards d'Ariary</i>	
<b>2S 2023</b>	
<b>Nature d'impôt</b>	<b>Projection DE RFI</b>
Impôt sur les Revenus	677,89
Impôt sur les Revenus Salariaux et Assimilés	331,84
Impôt sur les Revenus des Capitaux Mobiliers	42,94
Impôt sur les Plus-Values immobilières	7,54
Impôt synthétique	57,66
Droit d'Enregistrement	29,83
Taxes sur la Valeur Ajoutée	968,15
Impôt sur les Marchés Publics	58,32
Droit d'Accise	388,92
Assurances	7,01
Autres	0,67
Droit de Timbres	4,59
<b>Total des Tirages</b>	<b>2 575,36</b>

Source : DGI/DPR/SSP

Les projections des recettes fiscales intérieures pour le second semestre 2023 sont établies à 2 575,36 milliards d'Ariary. Ainsi, nous estimons un atterrissage de 4 550,55 milliards d'Ariary en fin décembre 2023.

## 2) Recettes douanières

Au 1<sup>er</sup> semestre 2023, la collecte de recettes douanières a atteint 1 682 156 115 d'Ariary soit 91% de la cible du semestre en raison de diverses conjonctures internationales et nationales, notamment :

- la forte baisse du cours du pétrole sur le marché international ;
- la faible hausse de la consommation de produits pétroliers sur le marché national ;
- la faible hausse des importations de produits non pétroliers ;
- l'application de la clause transitoire sur la fiscalisation de l'exportation de produits miniers.

Les importations de produits pétroliers ont progressé d'environ 4% par rapport au 1er semestre 2022. Toutefois, environ 83% du volume attendu ont été effectivement importés durant le 1er semestre 2023. Il en résulte un déficit fiscal de 17% en ce qui concerne les recettes sur les produits pétroliers.

De leur côté, les importations de produits non pétroliers se rapprochent du volume attendu. Le droit de douane et la TVA sur les importations de produits non pétroliers s'élèvent à 96% du montant cible.

L'application de la clause transitoire sur la fiscalisation de l'exportation de ressources non renouvelables a fortement comprimé la collecte de droit de sortie.

Tableau 15 : Réalisations des recettes douanières au 1<sup>er</sup> semestre

Nature d'impôt ou de taxe	Cumul janvier à fin juin 2023 (En milliers d'Ariary)		Taux de réalisation de la cible
	Réelles	Cible (LF)	
DD	387 027 892	400 113 354	<b>97%</b>
TVA	799 671 084	832 232 016	<b>96%</b>
TPP	134 543 416	161 999 999	<b>83%</b>
TVAPP	354 322 723	426 410 001	<b>83%</b>
AUTRES	6 590 999	35 307 636	<b>19%</b>
TOTAL GENERAL	1 682 156 115	1 856 063 006	<b>91%</b>
dont taxes sur produits pétroliers	488 866 139	588 410 000	<b>83%</b>
dont taxes sur produits non pétroliers	1 193 289 976	1 267 653 006	<b>94%</b>

Source : DGD

### III- SITUATION DES DEPENSES

#### A- Exécution Globale des dépenses

##### 1) Exécution des Dépenses par Cadre

Tableau 16 : Répartition des dépenses par cadre

En milliards d'Ariary

Cadres budgétaires	LFI 2023	Engagés	Mandatés	Payés	Taux engagement 2T 2023	Taux engagement 2T 2022
00-Budget général	15 384,2	8 486,9	3 984,7	2 965,1	55,2%	44,5%
<i>Opérations budgétaires</i>	15 186,5	8 469,9	3 984,7	2 965,1	55,8%	51,3%
<i>Opérations d'Ordre</i>	197,8	17,0	0,0	0,0	8,6%	17,3%
01-Budget annexe	47,0	19,4	9,6	6,1	41,2%	23,0%
02-Compte particulier du Trésor	2 983,7	1 305,5	1 035,8	482,3	43,8%	42,8%
05-Fonds de Contre-Valeur	13,0	4,9	0,0	0,0	37,3%	4,3%
<b>Total général</b>	<b>18 427,9</b>	<b>9 816,6</b>	<b>5 030,1</b>	<b>3 453,4</b>	<b>53,3%</b>	<b>44,2%</b>

Source : DGBF/DB/SSB

Suivant ce tableau, il est constaté que le rythme d'exécution de chaque cadre budgétaire a connu une accélération considérable par rapport à la même période en 2022.

##### 2) Exécution des dépenses suivant les grandes rubriques du BGE (Cadre I)

Tableau 17 : Exécution des dépenses du Budget Général de l'Etat par grande rubrique

En milliards d'Ariary

Grandes Rubriques	LFI 2023	Engagés	Mandatés	Payés	Taux engagement 1S 2023	Taux engagement 1S 2022
<b>Intérêt de la Dette</b>	<b>642,1</b>	<b>553,6</b>	<b>253,8</b>	<b>182,6</b>	<b>86,2%</b>	<b>74,8%</b>
<b>Dépenses Courantes de Solde</b>	<b>3 623,9</b>	<b>1 702,2</b>	<b>1 700,5</b>	<b>1 284,0</b>	<b>47,0%</b>	<b>46,1%</b>
<b>Dépenses courantes Hors Solde</b>	<b>2 614,0</b>	<b>1 574,2</b>	<b>1 502,2</b>	<b>1 243,2</b>	<b>60,2%</b>	<b>27,8%</b>
Indemnités	244,8	89,2	85,1	56,3	36,4%	36,8%
Biens et Services	542,3	193,4	160,7	111,9	35,7%	30,3%
Transferts	1 826,9	1 291,6	1 256,4	1 075,0	70,7%	43,1%
<b>Dépenses d'Investissements</b>	<b>8 306,5</b>	<b>4 639,8</b>	<b>528,1</b>	<b>255,4</b>	<b>55,8%</b>	<b>57,5%</b>
PIP sur Financement Externe	5 610,4	4 325,7	373,8	136,3	77,1%	89,1%
PIP sur Financement Interne	2 696,1	314,1	154,3	119,1	11,7%	3,5%
<b>Opérations de régularisation</b>	<b>197,8</b>	<b>17</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8,6%</b>	<b>17,3%</b>
<b>Total général</b>	<b>15 384,2</b>	<b>8 486,9</b>	<b>3 984,7</b>	<b>2 965,1</b>	<b>55,2%</b>	<b>44,5%</b>

Source : Situation SIIGFP du 30/06/2023 extraite le 08/07/2023

Les dépenses totales engagées se chiffrent à 8 486,9 milliards d'Ariary, ce qui correspond à un taux d'engagement de 55,2% si celui-ci était de 44,5% à la même période en 2022.

## B- Réalisations des grandes rubriques par Institution/Ministère

### 1) Dépenses courantes de Solde

Tableau 16 : Dépenses courantes de Solde entre janvier et juin 2023

En milliards d'Ariary

Ministère	LF2023	Janvier 2023	Février 2023	Mars 2023	Avril 2023	Mai 2023	Juin 2023	Total exécution	Taux
01-PRESIDENCE	16 237 613	1 246 869	1 004 844	1 642 155	1 308 629	1 218 325	1 461 946	7 882 768	48,6%
05-PRIMATURE	7 756 103	564 198	458 989	675 107	606 887	583 389	512 449	3 401 019	43,9%
11-MAE	57 909 801	2 969 158	2 863 906	3 214 911	3 054 296	3 043 256	3 018 789	18 164 316	31,4%
12-MDN	358 416 755	38 684 328	29 007 621	28 053 273	31 343 487	27 441 469	27 901 605	182 431 783	50,9%
13-SEG	379 823 245	29 775 152	28 982 244	31 204 129	30 578 739	25 797 449	36 637 817	182 975 529	48,2%
14-MID	40 319 287	3 084 803	2 412 057	3 805 870	3 259 657	3 593 335	2 885 096	19 040 819	47,2%
15-MSP	173 266 534	14 317 355	11 480 263	15 778 711	16 082 187	14 211 312	12 517 871	84 387 699	48,7%
16-MINJUS	123 011 642	10 395 597	8 358 300	11 540 928	10 972 772	10 024 780	10 316 249	61 608 626	50,1%
21-MEF	560 113 482	22 282 753	36 701 704	44 664 528	23 382 166	21 339 129	114 701 983	263 072 263	47,0%
32-MTEFPLS	22 432 387	1 896 798	1 329 027	2 300 476	2 015 465	1 846 867	1 555 642	10 944 275	48,8%
35-MINTOUR	4 867 722	338 488	300 554	443 638	371 471	352 948	356 101	2 163 200	44,4%
37-MCC	14 190 999	1 085 690	806 412	1 268 916	1 109 511	1 070 026	1 009 625	6 350 179	44,8%
38-MAM	864 361	86 972	76 401	121 235	99 969	84 100	88 187	556 864	64,4%
39-MICC	17 224 894	1 384 466	1 062 289	1 733 508	1 578 765	1 398 005	1 320 542	8 477 576	49,2%
44-MEDD	19 431 724	1 445 982	1 181 162	1 906 142	1 591 475	1 435 259	1 336 276	8 896 296	45,8%
48-MINAE	28 766 501	2 275 859	1 611 364	2 715 115	2 361 997	2 195 939	2 013 950	13 174 224	45,8%
49-MPEB	5 669 462	491 327	379 170	558 517	548 185	492 007	466 973	2 936 178	51,8%
51-MEH	3 812 400	278 283	229 048	333 577	322 233	314 461	255 582	1 733 183	45,5%
52-MEAH	6 372 307	459 966	427 905	583 233	580 809	517 846	468 766	3 038 526	47,7%
53-MMRS	5 510 863	418 472	321 198	511 987	436 160	398 904	443 392	2 530 113	45,9%
60-MNDPT	1 245 526	84 259	66 738	96 209	82 866	81 207	78 246	489 525	39,3%
64-SENVH	849 897	0	0	0	16 200	17 096	27 785	61 080	7,2%
65-MTP	8 929 585	903 995	578 540	938 696	767 476	795 646	755 035	4 739 388	53,1%
67-MTM	5 710 912	442 972	326 451	557 504	521 008	424 212	371 772	2 643 919	46,3%
68-MATSF	24 051 270	1 877 725	1 493 005	2 273 933	1 867 514	1 840 468	1 854 535	11 207 181	46,6%
71-MINSAN	252 375 178	18 098 427	15 967 122	26 405 476	21 858 824	20 241 274	20 403 930	122 975 052	48,7%
75-MJS	16 155 125	1 266 723	981 323	1 504 429	1 401 717	1 157 818	1 216 286	7 528 296	46,6%
76-MPPSPF	9 957 068	700 245	605 457	919 196	744 077	723 126	731 420	4 423 520	44,4%
81-MEN	1 212 869 935	89 881 419	76 796 290	111 722 417	99 031 311	89 531 195	89 225 118	556 187 750	45,9%
83-METFP	62 036 642	3 658 163	5 471 077	2 401 913	3 741 393	3 790 307	4 359 662	23 422 516	37,8%
84-MESRS	183 467 475	13 805 773	10 873 166	16 698 975	14 942 469	14 113 849	14 321 810	84 756 042	46,2%
93-HCJ	263 305	8 189	8 143	12 734	9 081	4 709	14 825	57 682	21,9%
<b>TOTAL</b>	<b>3 623 910 000</b>	<b>264 210 404</b>	<b>242 161 772</b>	<b>316 587 439</b>	<b>276 588 798</b>	<b>250 079 713</b>	<b>352 629 265</b>	<b>1 702 257 390</b>	<b>47,0%</b>

Source : DGBF/DSP/SCS

Le montant des dépenses courantes de Solde engagé pour l'ensemble des Institutions et Ministères en fin juin 2023 est de 1 702,26 milliards d'Ariary, soit 47,0% du montant total inscrit dans la Loi de Finances 2023 (3 623,91 milliards d'Ariary). Ce taux d'engagement global reste inférieur au taux de régulation de 50% pour cette période malgré des dépassements constatés au niveau de certains ministères comme le Ministère de la Défense Nationale (50,9%), le Ministère de la Justice (50,1%), le Ministère de l'Artisanat et des Métiers (64,4%), le Ministère de la Pêche et de l'Economie Bleue (51,8%) et le Ministère des Travaux Publics (53,1%). Ces dépassements sont principalement liés à des régularisations d'indemnités non perçues au titre des années précédentes ou encore d'importants rappels de solde et d'avancement.

Notons que le taux d'exécution enregistré au cours du 1er semestre 2023 est très proche de celui affiché au 1er semestre de 2022 (46,5%).

## 2) Dépenses courantes Hors Solde

### a. Dépenses de fonctionnement

Le taux d'engagement des dépenses de fonctionnement en fin juin 2023 est de 60,2%.

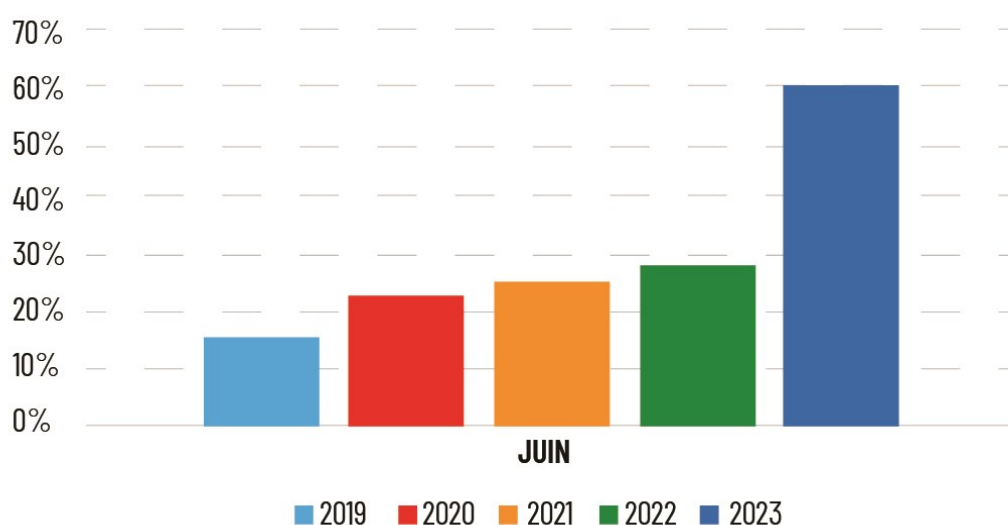
Comparé à la même période depuis 2019, il s'agit du taux le plus élevé, correspondant à plus du double du niveau de 2022.

Tableau 17 : Taux d'engagement des dépenses de fonctionnement global de 2019 à 2023

PERIODE	2019	2020	2021	2022	2023
Janvier	2%	1%	3%	3,0%	3,7%
Février	7%	4%	5%	5,1%	8,8%
Mars	11%	11%	8%	16,4%	18,4%
Avril	13%	14%	17%	21,1%	41,2%
Mai	15%	20%	19%	25,6%	56,5%
Juin	16%	23%	25%	27,8%	60,2%

Source : DGBF/DB

Figure 5 : Evolution du taux d'engagement des dépenses de fonctionnement de 2019 à 2023



Cette hausse du taux d'engagement des dépenses de fonctionnement s'explique surtout par l'accélération du rythme d'engagement des dépenses de transferts passant de 44% à la même période en 2022 à 70% en 2023.



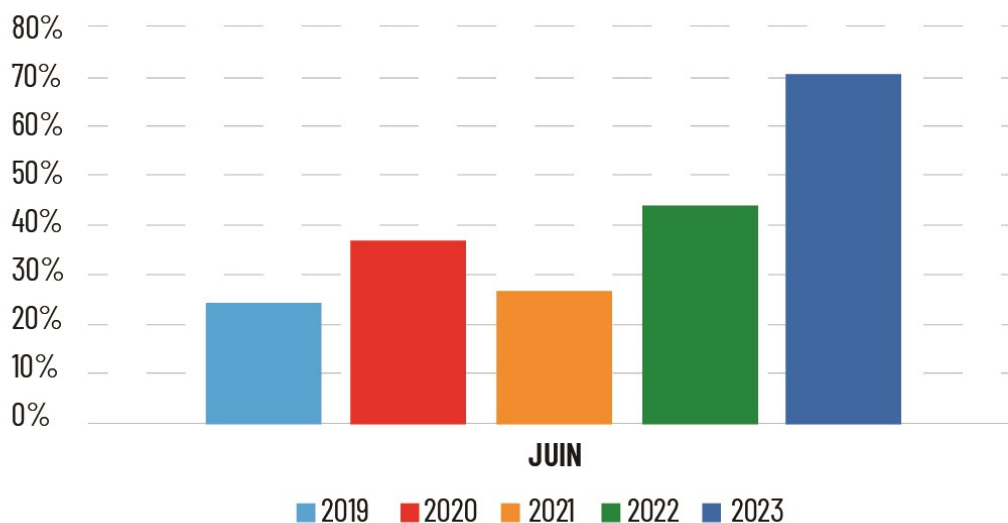
**b. Transfert**

Tableau 18 : Taux d'engagement des transferts de 2019 à 2023

PERIODE	2019	2020	2021	2022	2023
Janvier	0%	2%	5%	8,6%	3,7%
Février	12%	5%	6%	13,2%	8,4%
Mars	18%	19%	11%	17,2%	19,9%
Avril	22%	21%	23%	27,8%	48,4%
Mai	23%	31%	24%	39,6%	68,0%
Juin	24%	37%	27%	44,2%	70,6%

Source : DGBF/DB

Figure 6 : Evolution du taux d'engagement des transferts de 2019 à 2023



Cinq Ministères ayant largement dépassé la barre du taux de régulation de 50% suite à des demandes de dérogations justifiées par l'urgence des dépenses sont particulièrement concernées. Il s'agit :

- du Ministère des Affaires Etrangères dont le taux d'engagement des dépenses de transfert est de 90% suite au paiement des contributions internationales au profit de l'Union Africaine, de l'OIF, du PNUD, de l'IORA et de l'ACP.
- du Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Consommation suite au paiement urgent des Contributions Internationales de la SADC s'élevant à 18 milliards d'Ariary.
- du Ministère de l'Economie et des Finances dont les dépenses en matière de remboursement de frais médicaux des agents de l'Etat, notamment des évacuations sanitaires (EVASAN) ont été exécutées à plus de 70% et les dépenses en matière de subvention au secteur privé (au profit de la Société JIRAMA principalement) à 100%.
- de l'Assemblée Nationale dont les crédits dédiés au remboursement de frais médicaux, principalement des évacuations sanitaires à 75% et ceux dédiés au paiement des contributions internationales ont été exécutés à 87%. Ces contributions concernent les cotisations dues à l'Association des Secrétaires Généraux des Parlements Francophones, à l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie, au Réseau Francophone d'Ethique et de Déontologie Parlementaires et au SADC Parliamentary Forum.
- du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique qui a également dépassé la limite du taux de régulation suite au paiement des bourses et des arriérés en matière de vacances et d'heures complémentaires des enseignants auprès des Universités Publiques.

### c. Biens et Services

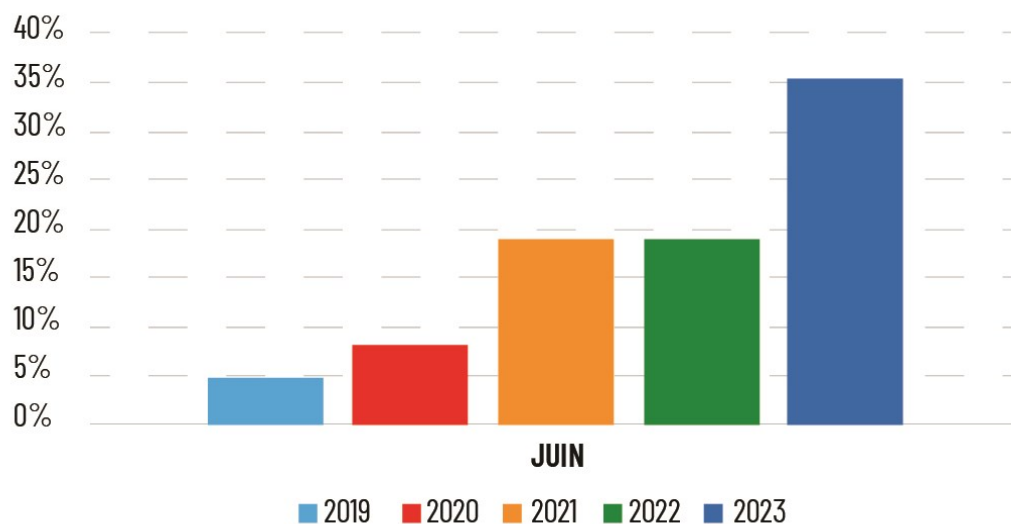
Par ailleurs, le rythme d'engagement des dépenses en matière de biens et services a également augmenté de manière significative allant de 19% à la même période en 2022 à 35% en 2023.

Tableau 19 : Taux d'engagement des biens et services de 2019 à 2023

PERIODE	2019	2020	2021	2022	2023
Janvier	0%	1%	0%	0,4%	2,8%
Février	1%	2%	2%	1,0%	10,0%
Mars	2%	4%	3%	16,2%	14,8%
Avril	3%	6%	6%	17,5%	25,6%
Mai	4%	8%	8%	18,4%	30,5%
Juin	5%	8%	19%	19,3%	35,5%

Source : DGBF/DB

Figure 7 : Evolution du taux d'engagement des biens et services de 2019 à 2023



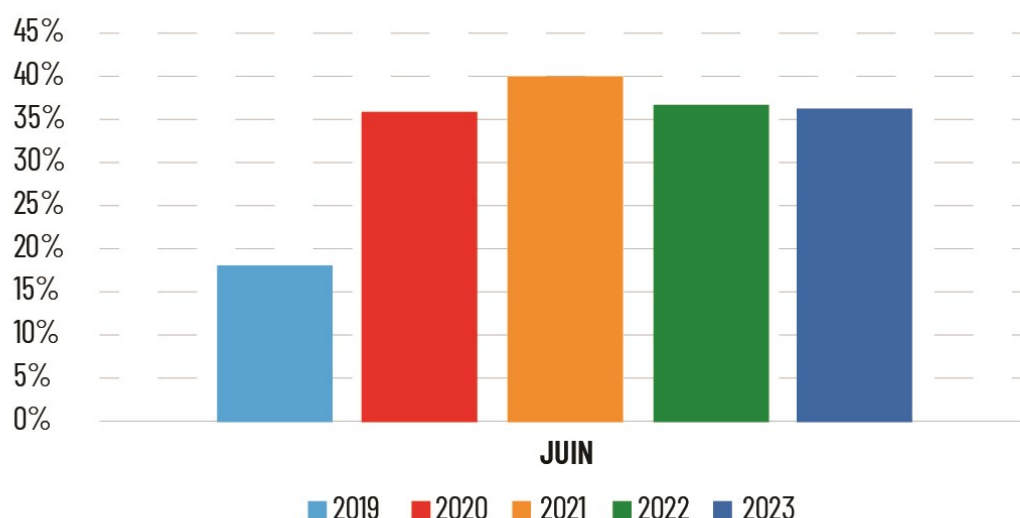
### d. Indemnités

Tableau 20 : Taux d'engagement des indemnités de 2019 à 2023

PERIODE	2019	2020	2021	2022	2023
Janvier	0%	2%	2%	2,1%	4,2%
Février	3%	6%	7%	6,7%	8,7%
Mars	6%	14%	14%	13,5%	15,2%
Avril	11%	22%	22%	21,0%	22,0%
Mai	15%	30%	31%	29,5%	29,1%
Juin	18%	36%	40%	36,8%	36,3%

Source : DGBF/DB

Figure 8 : Evolution du taux d'engagement des indemnités de 2019 à 2023



Les dépenses en indemnités ont maintenu un rythme assez constant depuis 2019.

Tableau 21 : Récapitulation générale des dépenses de fonctionnement hors solde (indemnités, biens et services, transferts) par Institution/Ministère

*En milliers d'Ariary*

Institution/ Ministère	LFI 2023	Engagés	Mandatés	Payés	Taux d'engagement
01-PRESIDENCE	76 783 955	24 788 850	23 362 000	19 892 151	31,9%
02-SENAT	18 714 721	10 342 149	10 216 848	8 749 049	55,3%
03-AN	79 027 837	43 441 346	43 030 832	34 338 025	55,0%
04-HCC	9 060 896	3 798 704	3 363 844	2 700 604	41,9%
05-PRIMATURE	52 751 905	13 928 313	12 617 118	9 901 845	26,4%
06-CFM	6 795 931	932 041	852 541	739 555	13,7%
07-CENI	16 325 532	5 849 634	5 403 914	4 289 990	35,8%
11-MAE	27 060 247	20 454 308	20 043 031	8 964 904	75,4%
12-MDN	65 197 631	26 719 664	25 773 249	14 000 167	41,0%
13-SEG	24 371 255	11 123 787	9 381 553	7 491 597	45,6%
14-MID	156 777 187	81 448 160	78 679 214	24 345 333	52,0%
15-MSP	20 710 443	7 132 518	5 456 179	2 403 675	34,4%
16-MINJUS	35 207 043	12 195 669	10 169 242	3 621 208	34,6%
21-MEF	1 643 729 224	1 122 873 785	1 090 373 874	1 038 706 908	68,4%
32-MTEFPLS	4 565 747	2 162 017	2 052 696	894 803	47,4%
35-MINTOUR	3 888 155	1 800 934	1 693 385	1 289 958	46,3%
37-MCC	8 887 438	2 559 317	2 116 001	1 201 411	28,8%
38-MAM	2 968 448	936 083	768 394	577 064	30,5%
39-MICC	28 014 794	21 432 771	4 449 212	1 549 810	76,5%
44-MEDD	12 898 983	2 315 374	2 218 385	1 599 039	18,0%
48-MINAE	13 154 949	4 951 761	3 963 292	2 817 815	37,6%
49-MPEB	14 015 660	5 503 114	5 222 412	1 824 417	39,3%
51-MEH	2 062 839	507 698	462 806	279 280	24,6%
52-MEAH	4 859 830	2 162 473	1 970 401	1 284 313	44,5%
53-MMRS	10 935 106	3 644 119	3 434 360	2 991 838	33,3%
60-MNDPT	2 572 262	1 063 536	847 530	699 382	41,3%

Institution/ Ministère	LFI 2023	Engagés	Mandatés	Payés	Taux d'engagement
64-SENVH	7 319 995	2 164 986	2 017 599	1 393 052	29,6%
65-MTP	9 177 099	3 444 791	3 391 967	2 793 178	37,5%
67-MTM	5 507 296	2 288 352	2 122 123	1 759 433	41,6%
68-MATSF	4 578 273	1 125 371	1 119 963	927 787	24,6%
71-MINSAN	65 163 476	32 445 637	24 747 362	9 684 035	49,8%
75-MJS	22 436 167	4 278 127	4 036 532	3 226 084	19,1%
76-MPPSPF	24 177 675	5 047 385	4 833 578	2 917 506	20,9%
81-MEN	200 708 415	49 026 584	37 798 145	12 175 844	24,4%
83-METFP	15 994 505	4 615 784	3 968 773	2 254 736	28,9%
84-MESRS	83 644 333	49 691 611	47 235 754	6 624 235	59,4%
91-HCDDDED	2 105 290	526 323	526 323	526 323	25,0%
92-CNIDH	2 107 711	1 053 856	1 053 856	526 928	50,0%
93-HCJ	3 431 375	1 433 453	1 432 036	1 200 600	41,8%
<b>Total général</b>	<b>2 787 689 628</b>	<b>1 591 210 382</b>	<b>1 502 206 323</b>	<b>1 243 163 883</b>	<b>57,1%</b>

Source : SIGFP, situation au 2 juillet 2023

Conformément aux chiffres présentés dans le tableau ci-dessus, c'est le Ministère de l'Industrie et du Commerce qui présente le taux d'engagement le plus élevé avec 76,5%, suivi du Ministère des Affaires Etrangères avec 75,4%, puis du Ministère de l'Economie et des Finances avec 75,3%.

De tout ce qui précède, les études menées auprès du Ministère de l'Economie et des Finances ont permis d'estimer le taux d'exécution final des crédits de fonctionnement en fin d'exercice aux environs de 95%.

### 3) Dépenses d'Investissement

#### a. PIP sur financement interne

Bien que significativement plus élevé par rapport à la même période en 2022, le niveau global d'engagement des dépenses d'investissements sur financement interne au second trimestre demeure assez faible si l'on se réfère au taux de régulation autorisé ainsi qu'aux taux d'engagement déjà enregistrés depuis 2019 à la même période.

A noter que le taux de régulation a été fixé à 100% depuis le début de l'exercice 2023.

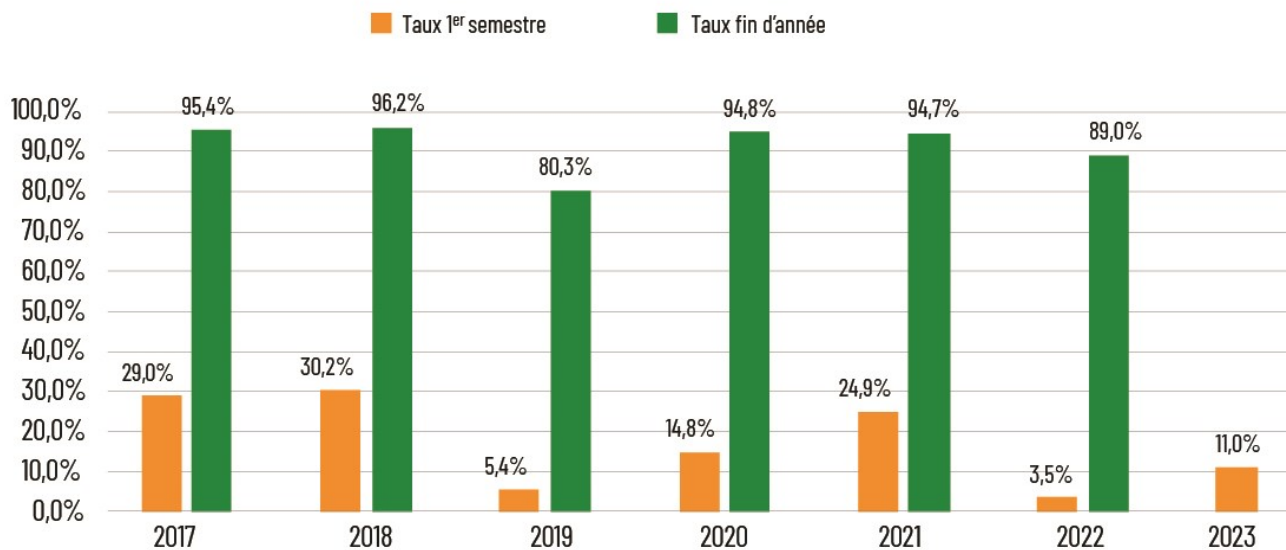
En effet, le taux d'engagement des PIP RPI à la date du 30 Juin 2023 est de 11% avec un niveau de paiement de 4,4%, contre 6,5% l'année précédente.

Tableau 22 : Taux des engagements PIP externe de 2017 à 2023 (En %)

Période	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux 1 <sup>er</sup> Semestre	29,0	30,2	5,4	14,8	24,9	3,5	11,0
Taux fin d'année	95,4	96,2	80,3	94,8	94,7	89,0	-

Source : Situation SIGFP extraite au 30 Juin 2023

Figure 9 : Situation des engagements PIP externe de 2017 à 2023



Source : Situation SIGFP extraite au 30 Juin 2023

Cette situation témoigne de la persistance de certaines difficultés liées au démarrage de l'exécution budgétaire et laisse présager une accumulation des engagements pour le compte du second semestre 2023.

Les entretiens bilatéraux avec chaque Institution/Ministère dans le cadre de la revue à mi-parcours 2023 et de la conférence de budgétisation 2024 qui se sont tenues du 15 mai au 14 juillet 2024 furent l'occasion pour l'équipe de la Direction du Budget de recenser les difficultés rencontrées par les acteurs budgétaires, ayant contribué à la non-atteinte des objectifs fixés dans les Plans Annuels d'Engagements. Ces difficultés peuvent être récapitulées comme suit :

#### ➤ Modifications de produits

Il est à noter que la Circulaire d'Exécution Budgétaire au titre de l'année 2023 dispose, en son point 1.2.9 que « Les modifications de produits nécessitent l'accord du Conseil des Ministres, et par la suite la modification des crédits pour couvrir le budget des nouveaux produits ».

En effet, au terme du 1<sup>er</sup> semestre 2023, 14 cas de modification de « produits » et 21 cas de rajout de nouveaux « produits », ont été validés par le Conseil des Ministres touchant 13 Institutions/Ministères.

Le motif principal évoqué était la constatation tardive du non achèvement de certains travaux d'investissements prioritaires en 2022 qui ont dû être reprogrammés en 2023.

#### ➤ Mise en place de la nouvelle plateforme e-GP

Dans le cadre de la modernisation des méthodes et outils de passation et d'exécution des marchés publics, la plateforme en ligne « e-GP » a été développée au niveau de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à travers son projet de Gestion Budgétaire pour la Croissance Inclusive (GBCI).

Cette plateforme a commencé à être applicable par toutes les entités publiques depuis le début de l'exercice 2023.

Au cours des entretiens bilatéraux avec les Institutions/Ministères, les acteurs budgétaires ont soulevé le fait que les difficultés d'ordre technique liées à la première expérimentation de la plateforme e-GP auraient contribué à différer les procédures de passation de marchés au cours du premier semestre.

## ➤ Difficultés liées au démarrage des marchés 2023

A titre de rappel, l'année 2022 s'est distinguée des autres exercices du fait de la combinaison des faits ci-après :

- nombre élevé de nouveaux projets (« démarrages » au lieu de « poursuites ») ;
- application effective et intégrale de la procédure de Demande d'Autorisation d'Engagement ;
- remaniement gouvernemental au mois de mars (période de début des engagements) ;
- adoption d'une Loi de Finances Rectificative ;
- non-paiement des TPP par les pétroliers durant une partie de l'exercice fiscal 2022...

Cette particularité de l'exercice 2022 a engendré une accumulation importante des paiements à effectuer en fin d'exercice et par conséquent, un allongement de la période de paiement des mandats émis. De ce fait, certains attributaires des marchés publics peinent à entamer de nouveaux travaux en attendant le paiement intégral des marchés antérieurs.

## ➤ Mise en place du nouveau Bureau de Suivi des Engagements

Le décret N°2023-057 du 18 janvier 2023, a mis en place le Bureau de Suivi des Engagements, rattaché à la Présidence de la République. Selon ledit décret, le BSE a pour mission de suivre et de contrôler l'évolution des engagements des dépenses publiques sans remettre en cause l'exercice, par les organes de contrôle administratifs et juridictionnels, de leurs missions prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Les entretiens avec les Institutions/Ministères ont permis de comprendre que l'adoption d'un texte réglementaire ou d'une note officielle précisant le mode de fonctionnement du BSE s'avère nécessaire pour fluidifier l'exécution budgétaire.

Bref, les résultats du 1er semestre en matière d'exécution du budget d'investissement sur financement interne sont étroitement liés aux nouveaux défis auxquels les acteurs ont dû être confrontés au cours du premier semestre.

Néanmoins, le point commun de ces nouveaux défis réside en leur caractère temporaire et surmontable permettant d'envisager une amélioration du rythme à partir du second semestre.

Partant de ce constat, nos études ont permis d'estimer l'atterrissage du taux d'engagement dans un intervalle de 59% sur la base d'un scénario pessimiste (montant total des dépenses d'investissement strictement obligatoires en cas de baisse des recettes) et de 92% sur la base d'un scénario optimiste en fin décembre 2023.

Dans tous les cas, des réflexions seront menées au niveau du MEF en vue de prendre de nouvelles mesures destinées à mieux appuyer et éclairer les acteurs dans l'exercice de leur fonction, notamment via l'adoption de circulaires précisant les dispositions encore perçues « floues » par ces derniers.

### **b. PIP sur financement externe**

En ce qui concerne les investissements sur financement externe, ils ont été exécutés à 77,1% au cours du deuxième trimestre, avec seulement 2,4% de taux de régularisation.

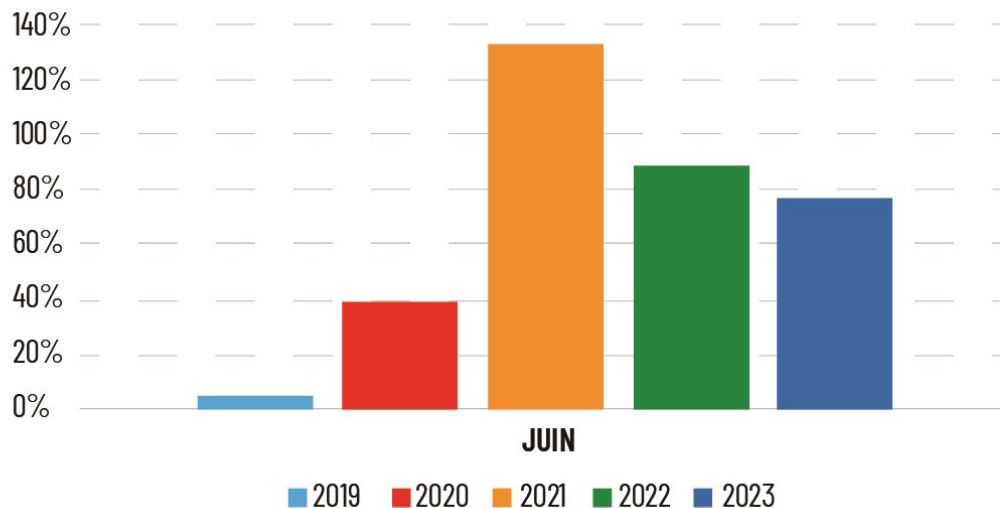
Bien qu'assez élevé, ce taux reste en deçà des taux d'engagements à la même période en 2022 et 2021 comme en témoigne le tableau ci-dessous :

Tableau 23 : Taux d'engagements des PIP sur financement externe de 2019 à 2023

PERIODE	2019	2020	2021	2022	2023
Janvier	0%	0%	0%	0,0%	0,0%
Février	0%	5%	24%	0,0%	0,3%
Mars	0%	13%	36%	21,4%	18,1%
Avril	3%	35%	67%	27,9%	43,4%
Mai	3%	39%	105%	63,0%	68,5%
Juin	5%	39%	133%	89,1%	77,1%

Source : DGBF/DB

Figure 10 : Situation des engagements PIP externe de 2019 à 2023



Il convient de souligner que les dépenses sur financement externe ont un caractère évaluatif c'est-à-dire qu'elles peuvent s'imputer, au besoin, au-delà de la dotation inscrite aux programmes qui les concernent conformément à l'article 13 de la Loi Organique sur les Lois de Finances.

Les dépassements des crédits ouverts sont ainsi autorisés et souvent justifiés par la variation du cours des devises en cours d'exercice.

A cet effet, six Institutions/Ministères ont dépassé le montant total des crédits inscrits en matière d'engagement des dépenses.

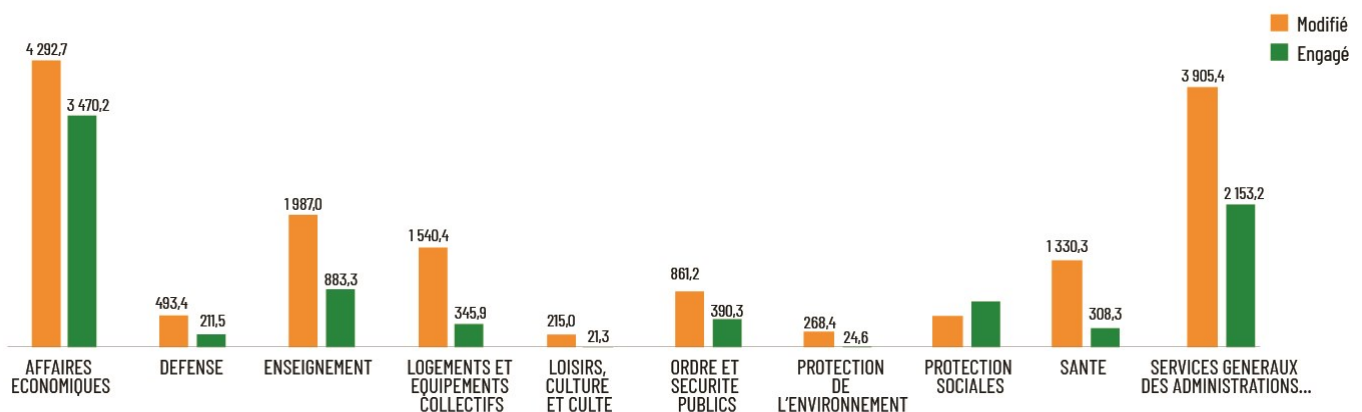
	Taux d'engagement
<b>05-PRIMATURE</b>	380,0%
<b>49-MPEB</b>	331,5%
<b>01-PRESIDENCE</b>	253,8%
<b>81-MEN</b>	205,4%
<b>16-MINJUS</b>	142,6%
<b>65-MTP</b>	116,8%

Source : DGBF/DB

### C- Exécution des dépenses suivant la nomenclature fonctionnelle

Figure 11 : Répartition de la LFI par division

En milliards d'Ariary



Source : SIIGFP

Conformément au graphe ci-dessus, le secteur régalien, qui représente 34,2% des crédits alloués dans la LFI 2023 a enregistré un taux d'engagement de 52,4% en fin juin 2023. La division des services généraux des Administrations Publiques a réalisé un taux d'engagement de 55,1% grâce à l'exécution des dépenses de « Fonctionnement des organes exécutifs et législatifs », des « Opérations concernant la dette publique » et des « Services généraux de planification et de statistique » qui s'élèvent respectivement à 115,0% ; 80,3% et 78,2%.

Les deux autres divisions dont la Défense, l'Ordre et la Sécurité Publique ont pu engager respectivement 42,9% et 45,3% à raison de 47,3% en matière de « défense militaire », 50% au niveau des « services de protection civile », 45,6% au niveau des « services de police ».

Concernant le secteur économique, qui représente 39,7% des crédits de la LFI 2023, le taux d'engagement est de 62,9%, la division des Affaires Economiques a pu effectuer des engagements d'un taux de 80,8%, à travers l'exécution exceptionnelle réalisée par les groupes « Pêche et Chasse » et « Agriculture » avec des taux engagés respectivement à 266,7% et 124,3%.

La division des Logements et Equipements collectifs n'a exécuté qu'un taux d'engagement de 22,5%, en raison de l'absence d'engagement au niveau des « Services Généraux des Administrations Publiques ». Malgré le taux engagé au niveau de « la lutte contre la pollution » qui s'élève à 43,2%, la division de la Protection de l'environnement a montré un très faible taux d'engagement de seulement 9,2%, à cause de plusieurs groupes qui n'ont procédé à aucun engagement.

Concernant le secteur social qui représente 26,1% des crédits de la LFI 2023, le taux d'engagement le plus bas est de 47%. La division de la Protection sociale culmine avec un taux d'engagement de 138,3%. La division de la Santé, malgré les 63,6% de taux engagé au niveau du « R-D dans le domaine de la santé », les taux engagés au niveau des « Produits médicaux divers » et des « Services des dispensaires et des maternités » n'ont atteint que 2% et 7,5%, d'où le taux d'engagement de 23,2% au niveau de cette division.

La division de l'Enseignement enregistre un taux d'engagement de 44,5%, grâce à l'exécution au niveau de « l'Enseignement primaire » et des « Services annexes à l'enseignement » avec des taux d'engagement respectifs de 54,2% et 51,8%. A contrario, malgré le taux engagé au niveau des « services culturels » s'élevant à 45%, le taux engagé au niveau des autres groupes de la division Loisirs, de la Culture et du Culte qui, reste très bas, allant jusqu'à 0% pour certains groupes dont le « Culte et autres services communautaires » et les « Services de radiodiffusion, de télévision et d'édition » qui ont ramené le taux d'engagement de cette division à 9,9%.

## **D- Exécution des dépenses par secteur**

### **1) Secteur Social**

Au sens de la présente Revue, le secteur Social regroupe les Ministères ci-après :

- MINISTERE DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIENE ;
- MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ;
- MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME ;
- MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ;
- MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ;
- MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE.



Au terme du 1<sup>er</sup> semestre 2023, les taux d'exécution budgétaire des Ministères du secteur social se présentent comme suit :

En milliards d'Ariary

	LFI 2023	Engagés	Mandatés	Taux 2023	Taux 2022
<b>SOCIAL</b>					
<b>Social 4 ministères</b>	<b>2 391,7</b>	<b>518,0</b>	<b>88,2</b>	<b>21,7%</b>	<b>30,4%</b>
Fonctionnement	294,9	88,7	69,3	30,1%	25,3%
PIP sur Financement Externe	1 323,8	307,0	11,8	23,2%	51,3%
PIP sur Financement Interne	773,0	122,4	7,0	15,8%	2,8%
<b>Enseignement hors MEN</b>					
Fonctionnement	99,6	54,3	51,2	54,5%	17,3%
PIP sur Financement Externe	16,7	0,9	0,9	5,4%	12,8%
PIP sur Financement Interne	66,2	3,1	0,2	4,8%	0,0%

Source : DGBF/DB

Le taux d'engagement des dépenses de fonctionnement et d'investissement sur financement interne des deux ministères (Formation Professionnelle et Enseignement Supérieur) a connu un progrès significatif par rapport à la même période en 2022. Par contre, les dépenses d'investissement sur Financement externe n'ont pas considérablement évolué par rapport à l'exercice 2022.

Il en est de même concernant les quatre ministères (Eau, Santé, Population et Education) dans la mesure où toutes les rubriques de dépenses ont progressé par rapport à l'exercice 2022 à l'exception des dépenses d'investissement sur financement externe.

En effet, les PIP sur financement interne sont passés d'un taux d'engagement de 2,8% à la même période en 2022 à 15,8% en 2023. Cette situation a été causée par la hausse des allocations budgétaires pour chacun de ces ministères combinés avec les mesures prises pour soutenir ce secteur à savoir, la fixation d'un taux de régulation spécial basé sur leurs prévisions dans le Nouveau Plan Annuel d'Engagement (mis en place depuis fin 2022) ainsi que sur d'autres mesures telles que l'organisation des rencontres bilatérales avec chacun de ces ministères dans le cadre de la revue à mi-parcours 2023.

## 2) Secteur Productif

Le secteur Productif regroupe les Ministères ci-après :

- MINISTERE DU TOURISME ;
- MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DES METIERS ;
- MINISTERE DE L'INDUSTRIALISATION, DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION ;
- MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE ;
- MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE ;
- MINISTERE DE LA PECHE ET DE L'ECONOMIE BLEUE ;
- MINISTERE DES MINES ET DES RESSOURCES STRATEGIQUES.

Au terme du 1<sup>er</sup> semestre 2023, les taux d'exécution budgétaire des Ministères du secteur Productif se présentent comme suit :

En milliards d'Ariary

	LFI 2023	Engagés	Mandatés	TAUX 2023	TAUX 2022
Fonctionnement	85,9	40,6	21,7	47,2%	33,1%
PIP sur Financement Externe	984,5	1 017,1	100,6	103,3%	118,7%
PIP sur Financement Interne	105,2	7,0	1,1	6,6%	0,4%

Source : DGBF/DB

Le taux d'engagement des dépenses de fonctionnement et d'investissement sur financement interne au niveau du secteur productif a connu une amélioration par rapport à celui de la même période en 2022 comme en témoigne le tableau ci-dessus.

Cela témoigne d'une amélioration du contexte budgétaire 2023 et de l'amélioration de la qualité des encadrements fournis par la Direction du Budget à l'endroit des ministères concernés.

### 3) Secteur Infrastructure

Le secteur Infrastructure regroupe les Ministères ci-après :

- MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES HYDROCARBURES ;
- MINISTERE DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE, DE LA TRANSFORMATION DIGITALE, DES POSTES ET DES TELECOMMUNICATIONS ;
- SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DES NOUVELLES VILLES ET DE L'HABITAT AUPRES DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE ;
- MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ;
- MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA METEOROLOGIE ;
- MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES SERVICES FONCIERS.

Au terme du 1<sup>er</sup> semestre 2023, les taux d'exécution budgétaire des Ministères du secteur Infrastructure se présentent comme suit :

*En milliards d'Ariary*

	LFI 2023	Engagés	Mandatés	TAUX 2023	TAUX 2022
Fonctionnement	31,2	10,6	10,0	33,9%	19,7%
PIP sur Financement Externe	2 128,1	1 535,9	176,5	72,2%	63,5%
PIP sur Financement Interne	827,0	78,1	61,6	9,4%	0,4%

Source : DGBF/DB

Au niveau du secteur infrastructure, toutes les rubriques de dépenses ont enregistré une hausse du taux d'engagement en fin juin par rapport à l'exercice 2022.

### 4) Secteur Administratif

Le secteur Administratif regroupe les Ministères ci-après :

- PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE ;
- SENAT ;
- ASSEMBLEE NATIONALE ;
- HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE ;
- PRIMATURE ;
- CONSEIL DU FAMPIHAVANANA MALAGASY ;
- COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE ;
- MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ;
- MINISTERE DE LA JUSTICE ;
- MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES ;
- MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES LOIS SOCIALES ;
- MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE ;
- MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ;
- HAUT CONSEIL POUR LA DEFENSE DE LA DEMOCRATIE ET DE L'ETAT DE DROIT ;
- COMMISSION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS DE L'HOMME ;
- HAUTE COUR DE JUSTICE.

Au terme du 1<sup>er</sup> semestre 2023, les taux d'exécution budgétaire des Ministères du secteur Administratif se présentent comme suit :

En milliards d'Ariary

	LFI 2023	Engagés	Mandatés	TAUX 2023	TAUX 2022
Fonctionnement	1 835,2	1 253,6	1 230,6	68,3%	45,0%
PIP sur Financement Externe	609,7	1 210,4	81,4	198,5%	144,3%
PIP sur Financement Interne	744,8	84,0	69,2	11,3%	7,3%

Source : DGBF/DB

Au niveau du secteur Administratif, on note également un progrès significatif du rythme d'exécution des dépenses, toutes rubriques confondues comparées à la même période en 2022.

## 5) Secteur Sécurité et Administration du Territoire

Le secteur Sécurité et administration du territoire regroupe les Ministères ci-après :

- MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ;
- SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE CHARGE DE LA GENDARMERIE NATIONALE ;
- MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION ;
- MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE.

Au terme du 1<sup>er</sup> semestre 2023, les taux d'exécution budgétaire des Ministères du secteur Sécurité et administration du territoire se présentent comme suit :

En milliards d'Ariary

	LFI 2023	Engagés	Mandatés	TAUX 2023	TAUX 2022
Fonctionnement	267,1	126,4	119,3	47,3%	44,4%
PIP sur Financement Externe	547,6	254,5	2,6	46,5%	207,5%
PIP sur Financement Interne	179,9	19,6	15,1	10,9%	9,4%

Source : DGBF/DB

Suivant ce tableau, le taux d'engagement du secteur Sécurité et Administration du territoire n'a pas beaucoup évolué depuis 2022 ; et connaît même une régression en matière de PIP sur financement externe.

## E- Exécution des Dépenses par Région

La situation de l'exécution budgétaire au niveau des Régions (Hors Budget des Ministères Centraux) se présente comme suit :

Régions	2021	2022	2023
ATSIMO ANDREFANA	170,6%	87,8%	169,0%
MENABE	142,3%	103,7%	98,9%
DIANA	32,9%	18,9%	76,4%
ANALAMANGA	26,0%	26,3%	57,2%
VAKINANKARATRA	51,7%	45,3%	51,8%
VATOVAVY	13,7%	41,1%	43,3%
FITOVINANY	41,3%	66,3%	43,2%
AMORON'I MANIA	43,3%	39,2%	39,7%
ATSINANANA	34,3%	45,4%	39,2%
HAUTE MATSIATRA	37,9%	37,1%	36,9%
BOENI	34,1%	33,7%	36,7%
IHOROMBE	36,3%	33,0%	36,0%
BONGOLAVA	36,8%	45,4%	34,3%

Régions	2021	2022	2023
SOFIA	39,8%	40,0%	33,9%
BETSIBOKA	37,4%	28,0%	33,6%
ANOSY	41,7%	31,3%	32,4%
ATSIMO ATSIANANA	28,5%	48,6%	31,9%
ANALANJIROFO	28,1%	36,4%	31,8%
SAVA	44,8%	39,3%	29,9%
ITASY	31,4%	25,2%	29,6%
ANDROY	42,4%	31,7%	27,2%
MELAKY	40,8%	28,8%	20,0%
ALAO TRA MANGORO	40,9%	35,3%	19,3%

Source : DGBF/DB

Suivant le tableau ci-dessus, le taux d'engagement des Régions Atsimo Andrefana et Menabe avoisine systématiquement les 100% vers la fin du 1<sup>er</sup> semestre. Cela s'explique surtout par l'existence de crédits évaluatifs liés aux Financements Extérieurs au niveau des STD de ces Régions.

Depuis 2020, le taux d'engagement moyen des Services Techniques Déconcentrés se situe entre 42% et 49%.

En termes de montant, le total des engagements effectués au niveau des régions se récapitule comme suit :

En milliers d'Ariary

Régions	2021	2022	2023
ATSIMO ANDREFANA	69 485 847	46 165 067	53 158 610
MENABE	42 801 095	41 300 314	45 324 158
ANALAMANGA	11 851 498	17 546 193	32 044 217
DIANA	6 844 489	4 950 554	16 742 902
VAKINANKARATRA	7 424 319	8 794 781	10 291 837
ATSINANANA	5 493 881	10 828 392	9 347 025
HAUTE MATSIATRA	5 500 054	6 388 502	6 424 034
SOFIA	5 099 697	5 493 795	5 316 705
FITOVINANY	5 321 086	10 704 898	5 175 091
BOENI	3 658 388	3 685 124	5 106 357
ANALANJIROFO	2 972 608	4 649 537	5 085 591
AMORON'I MANIA	3 904 922	3 770 715	4 676 116
ANOSY	3 323 026	4 041 915	4 035 141
ATSIMO-ATSINANANA	2 617 688	4 685 236	3 888 026
SAVA	4 455 045	3 808 034	3 747 987
VATOVAVY	252 446	1 368 444	3 228 880
ALAO TRA MANGORO	4 279 711	4 696 330	3 176 925
ANDROY	3 408 450	2 750 089	3 096 268
ITASY	1 931 869	1 903 873	2 658 847
BONGOLAVA	1 912 260	3 013 583	2 574 410
IHOROMBE	1 563 852	1 539 747	2 195 370
BETSIBOKA	1 526 130	1 276 832	2 138 368
MELAKY	2 154 625	1 752 423	1 489 732

Source : DGBF/DB

## IV- Situation de la Dette publique

### A) Dette intérieure

#### 1) Encours de la dette intérieure

A la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2023, l'encours de la dette intérieure est passé à 4 958,36 milliards d'Ariary. Cet encours a augmenté de 1 054,73 milliards d'Ariary par rapport à fin 2022 où il se situait à 3 903,61 milliards d'Ariary. Cette hausse est essentiellement due aux tirages des titres d'emprunt intérieur (BTF, BTS GPM/JIRAMA).

Tableau 24 : Encours de la dette intérieure en fin juin 2023

En milliards d'Ariary

Encours	Fin décembre 2022	Fin juin 2023
<b>I-TITRES D'EMPRUNT INTERIEURS</b>	<b>2 979,8</b>	<b>4 017,9</b>
BTA	564,8	487,0
BTF	2 129,9	2 580,5
BTS Ambatovy	236,0	216,3
BTS CP	49,0	26,0
BTS GPM/JIRAMA		708,0
<b>II-DETTES ENVERS BFM</b>	<b>898,6</b>	<b>916,0</b>
Avances statutaires	287,0	331,9
TCN et autres dettes	573,1	551,6
Recapitalisation BFM	38,5	32,5
Avances spéciales (FCR)	-	-
<b>III-DETTES ENVERS DES SOCIETES</b>	<b>25,3</b>	<b>24,5</b>
<b>TOTAL ENCOURS</b>	<b>3 903,6</b>	<b>4 958,4</b>

Source : DGT

#### 2) Service de la dette intérieure

Tableau 25 : Réalisation du service de la dette intérieure durant le 1<sup>er</sup> semestre 2023

En milliards d'Ariary

Service de la dette	1S		
	Prévision LFI 2023 (1)	Réalisation (2)	Ecart (3) = (1) - (2)
<b>1) Remboursements Capital</b>			
BTA	501,8	840,3	-338,5
BTF	600,2	600,1	0,0
BTS-CP	23,0	23,0	-
BTS-Ambatovy	19,7	19,7	-
TCN et autres dettes envers BFM	21,5	21,5	0,0
Avances spéciales (FCR)	-	-	-
Recapitalisation BFM	6,0	6,0	-
Avances statutaires	300,0	287,0	13,0
Dettes envers des Sociétés	-	-	-
<b>Total remboursements Capital</b>	<b>1 472,1</b>	<b>1 797,7</b>	<b>-325,5</b>

Service de la dette	1S		
	Prévision LFI 2023 (1)	Réalisation (2)	Ecart (3) = (1) - (2)
<b>2) Intérêts</b>	-	-	-
BTA	31,8	29,8	<b>2,0</b>
BTF	127,0	127,0	<b>0,0</b>
BTS-CP	6,4	5,4	<b>0,9</b>
BTS-Ambatovy	20,1	12,9	<b>7,2</b>
TCN et autres dettes envers BFM	4,8	4,9	<b>0,0</b>
Avances statutaires	9,3	13,2	<b>-3,9</b>
Dettes envers des Sociétés	-	3,2	<b>-3,1</b>
Autres intérêts	-	-	-
<b>Total intérêts</b>	<b>199,4</b>	<b>196,3</b>	<b>3,1</b>
	-	-	-
<b>3) Total service de la dette intérieure</b>	<b>1 671,6</b>	<b>1 993,9</b>	<b>-322,4</b>

Source : DGT

Le total du service de la dette durant le 1<sup>er</sup> semestre 2023 s'élève à 1 993,95 milliards d'Ariary, soit 322,38 milliards d'Ariary en dessus des prévisions de 1 671,57 milliards d'Ariary pour la LFI 2023. En ce qui concerne les remboursements de capital, l'écart entre la prévision et la réalisation s'explique principalement par le remboursement des BTA émis de courte maturité comme expliqué plus haut.

Quant aux remboursements des intérêts et des économies d'intérêts pour certains instruments, notamment 2,02 milliards d'Ariary pour les BTA, 7,25 milliards d'Ariary pour les BTS Ambatovy ont été réalisés. Contrairement pour les intérêts des avances statutaires, les réalisations ont été supérieures aux prévisions en raison des tirages qui ont dépassés les prévisions comme il a été expliqué précédemment.

### 3) Prévision du service de la dette intérieure pour le second semestre 2023

Tableau 26 : Prévision du service de la dette intérieure pour le 2<sup>ème</sup> Semestre 2023

*En milliards d'Ariary*

Service de la dette	2S 2022
	Prévision
<b>1) Remboursements Capital</b>	
BTA	241,9
BTF	332,3
BTS-CP	-
BTS-Ambatovy	-
TCN et autres dettes envers BFM	21,5
Recapitalisation BFM	6,0
Avances statutaires	-
Avances spéciales (FCR)	-
Dettes envers des Sociétés	9,5
<b>Total remboursements Capital</b>	<b>611,2</b>

	2S 2022
Service de la dette	Prévision
<b>2) Intérêts</b>	
BTA	30,9
BTF	66,7
BTS-CP	-
BTS-Ambatovy	-
TCN et autres dettes envers BFM	4,6
Avances statutaires	17,8
Dettes envers des Sociétés	1,8
Autres intérêts	34,0
<b>Total intérêts</b>	<b>155,7</b>
<b>3) Total service de la dette</b>	<b>766,9</b>

Source : DGT

La prévision du service de la dette intérieure pour le second semestre 2023 est de 766,95 milliards d'Ariary, dont 611,20 milliards d'Ariary pour les remboursements de capital et 155,75 milliards d'Ariary pour les paiements d'intérêts. Le service de la dette est principalement constitué par les BTA et BTF, aussi bien pour le capital (574,23 milliards d'Ariary) que pour les intérêts (97,55 milliards d'Ariary).

## B) Dette extérieure

### 1) Encours de la dette extérieure

Compte tenu des décaissements et des paiements réalisés et enregistrés jusqu'ici au titre des emprunts extérieurs du 1<sup>er</sup> semestre 2023, l'encours total de la dette extérieure est passé de 4 569,87 millions de \$ (20 291,92 milliards d'Ariary) au 31 décembre 2022 à 4 882,28 millions de \$ (22 022,85 milliards d'Ariary) au 30 juin 2023 (encours provisoire).

Le tableau suivant présente les détails de ce stock provisoire de la dette extérieure en fin juin 2023.

Tableau 27 : Encours de la dette extérieure en fin Juin 2023 (en millions USD)

CREANCIERS	ENCOURS FIN Juin 2023	STOCK APE Fin Juin 2023			ENCOURS TOTAL FIN Juin 2023
		CAPITAL	INT+IR	TOTAL	
<b>BILATERAUX NON CLUB DE PARIS</b>	<b>374,82</b>	<b>76,72</b>	<b>116,02</b>	<b>192,74</b>	<b>567,56</b>
<b>Autres créiteurs</b>	<b>332,23</b>	<b>76,72</b>	<b>116,02</b>	<b>192,74</b>	<b>524,97</b>
<b>ALGERIE</b>		73,72	115,29	<b>189,01</b>	<b>189,01</b>
<b>ANGOLA</b>		3	0,73	<b>3,73</b>	<b>3,73</b>
<b>CHINE</b>	323,36			-	<b>323,36</b>
<b>INDE</b>	8,87			-	<b>8,87</b>
<b>IRAK</b>				-	-
<b>LIBYE</b>				-	-
<b>Fonds Arabes</b>	<b>42,59</b>	-	-	-	<b>42,59</b>
<b>FONDS D'ABU DHABI</b>	1,32			-	<b>1,32</b>

CREANCIERS	ENCOURS	STOCK APE			ENCOURS
	FIN Juin 2023	Fin Juin 2023			TOTAL
		CAPITAL	INT+IR	TOTAL	FIN Juin 2023
FONDS SAOUDIEN	23,89				23,89
FONDS KOWEITIEEN	17,38				17,38
<b>BILATERAUX CLUB DE PARIS</b>	<b>362,23</b>	-	-	-	<b>362,23</b>
Belgique	6,24				6,24
COREE	36,14				36,14
ESPAGNE	1,35				1,35
FRANCE	144,24				144,24
JAPON	152,03				152,03
RUSSIE	22,23				22,23
<b>CREANCIERS MULTILATERAUX</b>	<b>3 316,54</b>	-	-	-	<b>3 316,54</b>
BAD	7,3				7,3
BADEA	43,15				43,15
BEI	164,61				164,61
FAD	571,5				571,5
FIDA	194,51				194,51
IDA	2 279,52				2 279,52
OFID	55,95				55,95
<b>CREDITEURS PRIVES</b>	<b>617,7</b>	<b>8,05</b>	<b>10,2</b>	<b>18,25</b>	<b>635,95</b>
BANQUES COMMERCIALES	24,46				24,46
INSTITUTIONS FINANCIERES	593,24				593,24
AUTRES		8,05	10,2	18,25	18,25
<b>TOTAL DETTE PUBLIQUE</b>	<b>4 671,29</b>	<b>84,77</b>	<b>126,21</b>	<b>210,99</b>	<b>4 882,28</b>
<b>C/V en milliards d'Ariary</b>	<b>21 071,15</b>	<b>382,39</b>	<b>569,32</b>	<b>951,71</b>	<b>22 022,85</b>

Source : DGT

## 2) Réalisation du service de la dette extérieure

Pour le 1<sup>er</sup> semestre 2023, un écart de 29,20 millions de DTS est constaté par rapport à la LFI 2023. La réalisation du service de la dette extérieure (Capital et Intérêt) est en effet de 61,09 millions de DTS contre une prévision LFI 2023 de 90,29 Millions de DTS.

Cet écart est essentiellement expliqué par :

- les avis de débit de BFM non encore parvenus pour le 1<sup>er</sup> semestre 2023 ;
- le non décaissement effectif ou premier décaissement effectué au 1<sup>er</sup> semestre 2023 pour certains projets d'où la non redevabilité de commission ou d'intérêts (cas du Projet de construction du pont sur le fleuve MANGOKY de l'OFID, construction de la Voie Rapide RN2-Toamasina par la Chine, etc) ;
- la prévision de tirages et/ou de signatures de nouveaux prêts durant le 1<sup>er</sup> semestre 2023 mais aucune réalisation effective (cas des créanciers OFID, Inde, BEI et BPI) ;
- la différence de change.



Le tableau ci-dessous synthétise les remboursements en Capital et le paiement des Intérêts de la dette extérieure réalisés durant le 1<sup>er</sup> semestre 2023.

Tableau 28 : Service de la dette extérieure durant le 1<sup>er</sup> semestre 2023 (en millions DTS)

CREANCIERS	IS 2023								
	PREVISION LFI 2023 (1)			REALISATION (2)			ECART (3)=(1)-(2)		
	Capital	Intérêts	Total	Capital	Intérêts	Total	Capital	Intérêts	Total
<b><u>BILATERAUX NON CLUB DE PARIS</u></b>	<b>4,22</b>	<b>3,27</b>	<b>7,49</b>	<b>4,17</b>	<b>2,60</b>	<b>6,77</b>	<b>0,06</b>	<b>0,66</b>	<b>0,72</b>
<b><u>Autres créiteurs</u></b>	<b>2,15</b>	<b>2,82</b>	<b>4,98</b>	<b>2,14</b>	<b>2,32</b>	<b>4,46</b>	<b>0,02</b>	<b>0,50</b>	<b>0,52</b>
ALGERIE									
ANGOLA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CHINE	1,55	2,76	<b>4,31</b>	1,53	2,19	<b>3,72</b>	0,01	0,57	<b>0,58</b>
INDE	0,61	0,06	<b>0,67</b>	0,60	0,13	<b>0,74</b>	0,00	0,07	<b>0,07</b>
IRAK	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LIBYE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b><u>Fonds Arabes</u></b>	<b>2,07</b>	<b>0,44</b>	<b>2,51</b>	<b>2,03</b>	<b>0,28</b>	<b>2,31</b>	<b>0,04</b>	<b>0,16</b>	<b>0,20</b>
FONDS D'ABU DHABI	0,75	0,11	<b>0,86</b>	1,10	0,01	<b>1,11</b>	0,35	0,10	<b>0,25</b>
FONDS SAUDIEN	0,29	0,12	<b>0,42</b>	0,30	0,12	<b>0,42</b>	0,00	0,00	<b>0,00</b>
FONDS KOWEITIEEN	1,02	0,21	<b>1,23</b>	0,63	0,15	<b>0,78</b>	0,39	0,06	<b>0,45</b>
<b><u>BILATERAUX CLUB DE PARIS</u></b>	<b>6,08</b>	<b>0,75</b>	<b>6,83</b>	<b>5,58</b>	<b>0,56</b>	<b>6,13</b>	<b>0,50</b>	<b>0,19</b>	<b>0,69</b>
Belgique	0,15	0,15	<b>0,30</b>	0,15	0,13	<b>0,28</b>	0,00	0,02	<b>0,02</b>
COREE	0,23	0,05	<b>0,29</b>	0,05	0,01	<b>0,06</b>	0,19	0,04	<b>0,23</b>
Espagne	2,36	0,54	<b>2,90</b>	2,08	0,42	<b>2,50</b>	0,28	0,12	<b>0,40</b>
France	2,36	0,54	<b>2,90</b>	2,08	0,42	<b>2,50</b>	0,28	0,12	<b>0,39</b>
AFD	-	0,01	<b>0,01</b>	-	-	-	-	0,01	<b>0,01</b>
TF	-	0,00	<b>0,00</b>	-	-	-	-	0,00	<b>0,00</b>
JAPON	3,34	-	<b>3,34</b>	3,30	-	<b>3,30</b>	0,04	-	<b>0,04</b>
RUSSIE	<b>6,08</b>	<b>0,75</b>	<b>6,83</b>	<b>5,58</b>	<b>0,56</b>	<b>6,13</b>	<b>0,50</b>	<b>0,19</b>	<b>0,69</b>
<b><u>CREANCIERS MULTILATERAUX</u></b>	<b>24,59</b>	<b>11,70</b>	<b>36,29</b>	<b>24,01</b>	<b>10,08</b>	<b>34,09</b>	<b>0,58</b>	<b>1,62</b>	<b>2,20</b>
BAD	0,17	0,03	<b>0,20</b>	-	0,02	<b>0,02</b>	0,17	0,01	<b>0,18</b>
BADEA	0,75	0,22	<b>0,96</b>	0,17	0,17	<b>0,34</b>	0,58	0,04	<b>0,62</b>
BEI	0,78	0,48	<b>1,26</b>	0,81	1,08	<b>1,89</b>	0,03	0,60	<b>0,63</b>
FAD	1,95	1,68	<b>3,63</b>	1,94	2,06	<b>4,00</b>	0,02	0,38	<b>0,36</b>

CREANCIERS	IS 2023								
	PREVISION LFI 2023 (1)			REALISATION (2)			ECART (3)=(1)-(2)		
	Capital	Intérêts	Total	Capital	Intérêts	Total	Capital	Intérêts	Total
FIDA	1,96	0,58	<b>2,55</b>	2,28	0,50	<b>2,78</b>	0,32	0,08	<b>0,24</b>
IDA	16,08	8,19	<b>24,27</b>	15,92	5,82	<b>21,73</b>	0,17	2,37	<b>2,54</b>
OFID	2,89	0,51	<b>3,41</b>	2,90	0,42	<b>3,32</b>	0,01	0,09	<b>0,08</b>
<b>CREDETEURS PRIVES</b>	12,90	0,95	13,85	12,81	1,29	14,10	0,09	0,34	0,25
BANQUES COMMERCIALES	6,52	0,95	7,47	6,70	1,29	7,99	0,18	0,34	0,52
DB	6,52	0,74	7,26	6,70	1,13	7,83	0,18	0,39	0,57
SG	-	0,21	0,21	-	0,16	0,16	-	0,05	0,05
INSTITUTIONS FINANCIERES	6,38	-	6,38	6,11	-	6,11	0,27	-	0,27
AUTRES	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>NOUVEAUX PRETS</b>	<b>14,75</b>	<b>11,09</b>	<b>25,84</b>	-	-	-	<b>14,75</b>	<b>11,09</b>	<b>25,84</b>
<b>TOTAL</b>	<b>62,54</b>	<b>27,75</b>	<b>90,29</b>	<b>46,56</b>	<b>14,53</b>	<b>61,09</b>	<b>15,97</b>	<b>13,22</b>	<b>29,20</b>

Source : DGT

### 3) Prévision du service de la dette extérieure au second semestre 2022

Le tableau suivant présente la prévision du service de la dette extérieure pour la période entre juillet 2023 et décembre 2023.

Tableau 29 : Prévision du service de la dette extérieure pour le second semestre 2023, suivant la LFI 2023

CREANCIERS	Prévision 2S LFI 2023					
	En millions de DTS			En milliards d'Ariary		
	CAP.	INT.	TOTAL	CAP.	INT.	TOTAL
<b>BILATERAUX NON CLUB DE PARIS</b>	<b>4,22</b>	<b>3,41</b>	<b>7,63</b>	<b>23,31</b>	<b>18,79</b>	<b>42,10</b>
	-	-	-	-	-	-
<b>Autres crédeurs</b>	<b>2,15</b>	<b>2,85</b>	<b>5,00</b>	<b>11,88</b>	<b>15,71</b>	<b>27,59</b>
ALGERIE	-	-	-	-	-	-
ANGOLA	-	-	-	-	-	-
CHINE	1,55	2,79	<b>4,33</b>	8,54	15,38	<b>23,92</b>
INDE	0,61	0,06	<b>0,66</b>	3,34	0,33	<b>3,67</b>
IRAK	-	-	-	-	-	-
LIBYE	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-
<b>Fonds Arabes</b>	<b>2,07</b>	<b>0,56</b>	<b>2,63</b>	<b>11,43</b>	<b>3,08</b>	<b>14,51</b>
FONDS D'ABU DHABI	0,75	0,11	<b>0,86</b>	4,16	0,58	<b>4,74</b>
FONDS SAUDIEN	0,29	0,16	<b>0,46</b>	1,62	0,91	<b>2,53</b>
FONDS KOWEITIEN	1,02	0,29	<b>1,31</b>	5,66	1,59	<b>7,25</b>
	-	-	-	-	-	-

CREANCIERS	Prévision 2S LFI 2023					
	En millions de DTS			En milliards d'Ariary		
	CAP.	INT.	TOTAL	CAP.	INT.	TOTAL
<b>BILATERAUX CLUB DE PARIS</b>	<b>6,08</b>	<b>0,77</b>	<b>6,85</b>	<b>33,55</b>	<b>4,23</b>	<b>37,78</b>
COREE	0,15	0,15	<b>0,30</b>	0,83	0,82	<b>1,65</b>
Espagne	0,23	0,05	<b>0,29</b>	1,29	0,29	<b>1,58</b>
France	2,36	0,56	<b>2,92</b>	13,02	3,09	<b>16,12</b>
AFD	2,36	0,54	<b>2,90</b>	13,02	2,97	<b>16,00</b>
TF	-	0,02	<b>0,02</b>	-	0,12	<b>0,12</b>
JAPON	-	0,00	<b>0,00</b>	-	0,03	<b>0,03</b>
RUSSIE	3,34	-	<b>3,34</b>	18,41	-	<b>18,41</b>
	-	-	-	-	-	-
<b>CREANCIERS MULTILATERAUX</b>	<b>26,76</b>	<b>11,68</b>	<b>38,44</b>	<b>147,67</b>	<b>64,48</b>	<b>212,15</b>
BAD	0,17	0,03	<b>0,20</b>	0,93	0,19	<b>1,11</b>
BADEA	0,75	0,21	<b>0,96</b>	4,15	1,16	<b>5,31</b>
BEI	0,78	0,48	<b>1,26</b>	4,31	2,65	<b>6,96</b>
FAD	2,04	1,66	<b>3,70</b>	11,28	9,17	<b>20,45</b>
FIDA	1,96	0,58	<b>2,54</b>	10,83	3,19	<b>14,02</b>
IDA	18,16	8,20	<b>26,36</b>	100,21	45,25	<b>145,46</b>
OFID	2,89	0,52	<b>3,41</b>	15,96	2,87	<b>18,83</b>
	-	-	-	-	-	-
<b>CREDITEURS PRIVES</b>	<b>12,90</b>	<b>0,85</b>	<b>13,75</b>	<b>71,17</b>	<b>4,71</b>	<b>75,89</b>
BANQUES COMMERCIALES	6,52	0,85	<b>7,37</b>	35,98	4,71	<b>40,69</b>
DB	6,52	0,56	<b>7,08</b>	35,98	3,08	<b>39,06</b>
SG	-	0,30	<b>0,30</b>	-	1,64	<b>1,64</b>
INSTITUTIONS FINANCIERES	6,38	-	<b>6,38</b>	35,20	-	<b>35,20</b>
AUTRES	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-
<b>NOUVEAUX PRETS</b>	<b>14,75</b>	<b>11,09</b>	<b>25,84</b>	<b>81,40</b>	<b>61,19</b>	<b>142,60</b>
	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL DETTE PUBLIQUE</b>	<b>64,70</b>	<b>27,80</b>	<b>92,50</b>	<b>357,10</b>	<b>153,41</b>	<b>510,51</b>

Source : DGT

#### 4) Plan d'emprunts extérieur

Dans le plan d'emprunt extérieur suivant la LFI 2023 présenté en (*Annexe 2*), le montant total des financements attendus au titre de l'année 2023 s'élève à 4 009 millions USD (16 902 milliards d'Ariary).

Parmi les projets évoqués dans ce plan :

##### 👉 Sont en cours de négociation

- Projet de fourniture et livraison de matériels roulants et équipements ferroviaires (EximBank de Chine) ;
- Projet de développement numérique (EximBank de Chine) ;
- Centrale hydroélectrique de Ranomafana (EximBank de Chine) ;
- Programme Intégré d'Assainissement d'Antananarivo PADEVE 2 (AFD) ;
- Projet multisectoriel (projets dans les domaines de l'agriculture, unités de transformation et matériels industriels, transport urbain, énergie solaire, acquisition de matériels stratégiques) (EximBank de l'Inde) ;
- Projet de développement agricole à Bekapila (EximBank de l'Inde).

##### 👉 Sont en cours de signature

- TALAKY BE (AFD) ;
- Projet ANGOVO (AFD).

### 👉 Sont en cours de mise en vigueur

- Programme de financement des risques de catastrophes en Afrique - ADRIFI ADDITIONNEL (Groupe de la BAD);
- Projet adaptation du système rizicole pour une amélioration de la résilience et la sécurité alimentaire rizicole (IDA);
- Connectivité numérique et énergétique pour l'inclusion à Madagascar (IDA);
- PROGRES - Programme de gestion des eaux et des sols (FIDA);
- DEFIS - Programme de Développement des Filières Agricoles - financement additionnel (FIDA);
- PIAA 2 - Programme Intégré d'Assainissement d'Antananarivo 2 (AFD).

### 👉 Sont mis en vigueur

- Regional food systems resilience program for eastern and southern Africa (IDA);
- Phase II MPA Nutrition (PARN II)(IDA);
- Projet de construction d'un Fly-over entre le croisement de la RN1 et la RN58A à Anosizato (BADEA).
- Aide budgétaire (IDA)

### 👉 Sont en attente de déclaration de mise en vigueur

- Projet de Renforcement et d'Interconnexion des Réseaux de Transport d'Energie Electrique à Madagascar (PRIITEM I)(EximBank de Corée);
- Projet de Développement Durable du secteur Routier (PDDR) - Financement Additionnel pour renflouement CERC (IDA);
- Projet d'urgence de renforcement de production alimentaire de Madagascar (PURPA)(Groupe de la BAD).

## V- Situation des marchés publics

### A- Situation Générale

L'année 2023 est marquée par la dématérialisation manifeste des marchés publics. Si auparavant la plateforme d'exploitation des marchés publics était le SIGMP (Système Intégré de Gestion des Marchés Publics), désormais eGP et PRS ou « electronic Government Procurement » et « Procurement Review System) occupent la scène de gestion et de contrôle de passation des marchés publics.

La plateforme eGP de l'ARMP est appelée à remplacer le SIGMP d'ici peu. Dans sa phase transitoire, l'exploitation s'opère en totalité au niveau de tous les Ministères centraux depuis cette année 2023. SIGMP reste toutefois opérationnel en cas de difficulté et est totalement opérationnel pour tous les services déconcentrés ainsi que les Etablissements publics nationaux.

PRS quant à elle est une plateforme dédiée à la CNM pour le contrôle de passation des marchés publics. Le traitement physique de dossier ainsi que la transmission via Mail sont abandonnés au profit de PRS depuis septembre 2023. Son exploitation est à 100% pour toutes les autorités contractantes et la numérotation au niveau CNM est uniquement sur PRS désormais. La plateforme retrace toutes les pièces justificatives soumises à la CNM pour contrôle a priori afin de baser son avis sur la procédure de passation de marché.

La redynamisation de contrôle a posteriori de la CNM marque également les marchés publics cette année 2023. A souligner que, compte tenu du contrat de performance tenu au niveau du Ministère de l'Economie et des Finances, les efforts sont rehaussés en matière de contrôle a posteriori des marchés publics. Cet effort est matérialisé par l'instauration de la Commission Centrale a posteriori en fin d'année 2022.

L'accroissement important du volume de dossiers traités a priori et le manque d'effectif technique ont rendu difficile l'exécution de la mission de contrôle a posteriori au niveau central. Pour l'année 2022, seuls neuf (9) Etablissements Publics Nationaux ont fait l'objet de contrôle pour les marchés passés au titre des exercices budgétaires 2018 à 2020. Par ailleurs, suite aux recommandations de la Cour des Comptes relatives au rapport d'audit sur la gestion des dépenses de la pandémie COVID-19, la Commission Centrale des Marchés, chargée du contrôle a posteriori a été investie d'une mission de contrôle des marchés gérés et payés par régies d'avances. Ainsi, la mission de 2022 a été étendue jusqu'à mars 2023 afin d'intégrer les régies d'avances créées au titre des exercices budgétaires 2018 à 2020.

### B- Contrôle a priori

Durant le premier semestre 2023, 1 342 dossiers ont été examinés par la CNM dont 366 dossiers de marchés. Sur les 366 projets de marchés examinés, 319 ont reçu l'avis favorable de la CNM, soit 87,15%. Le reste a fait l'objet soit de renvoi ou de retrait pour des examens à des dates ultérieures, soit de non obtention d'accord favorable par la CNM.

Le flux alloué aux « 319 marchés publics » passés sous contrôle a priori de la CNM est de 1 279 725 504 d'Ariary.

Tableau 30 : Nombre de dossiers examinés par type de marché

TYPE DE DOSSIER	Nombre	Pourcentage
Avenant	17	1,27%
Documents de mise en concurrence	356	26,53%
Documents de planification	549	40,91%
Marchés et Contrat cadre	366	27,27%
Rapport Justificatif	54	4,02%
<b>Total général</b>	<b>1342</b>	<b>100,00%</b>

Source : CNM

- **Situation par mode de passation de Marché**

Sur le total des marchés passés, **en termes de montants**, le taux que représentent les marchés sur Appel d'Offres Ouvert est de **10,61%** si les marchés sur Appel d'Offres Ouvert international est de **0,46%**. Par contre, **54,51%** du total des marchés ont été passés par Appel d'Offres Restreint International. Les marchés de Gré à Gré représentent **34,06%**. **0,19%** sont des marchés sur Dossiers de Consultation. Enfin, **0,18%** sont des marchés sur Demandes de Propositions.

Tableau 31 : Pourcentage de marché en montant suivant le mode de passation

Étiquettes de lignes	Montant TTC	Pourcentage
CC		
MAOO	135 737 589 923	10,61%
MAOOI	5 859 292 571	0,46%
MAOR	697 632 210 591	54,51%
MDC	2 427 650 834	0,19%
MDP	2 248 060 000	0,18%
MGG	435 820 566 586	34,06%
<b>Total général</b>	<b>1 279 725 370 504</b>	<b>100,00%</b>

Source : CNM

Sur le total des marchés passés, **en termes de nombre**, le taux que représentent les marchés sur Appel d'Offres Ouvert est de **58,93%**, suivi des contrats cadres à **33,44%**. Les marchés par Gré à Gré quant à lui représentent **2,82%** en nombre. Par ailleurs les marchés sur Appel d'Offres Ouvert international est de **0,31%** et le nombre des marchés passés par Appel d'Offres Restreint International est de **0,63%**. Finalement, **3,75%** sont des marchés sur Dossiers de Consultation, et **0,31%** sont des marchés sur Demandes de Propositions.

Tableau 32 : Pourcentage de marché en nombre suivant le mode de passation

Étiquettes de lignes	Nombre	Pourcentage
CC	106	33,23%
MAOO	188	58,93%
MAOOI	1	0,31%
MAOR	2	0,63%
MDC	12	3,76%
MDP	1	0,31%
MGG	9	2,82%
<b>Total général</b>	<b>319</b>	<b>100,00%</b>

Source : CNM

- **Situation par nature de marché**

Sur le total des marchés passés, **en termes de montants**, le taux des marchés de fournitures représente **52,98%**, les prestations de services sont de **41,15%**. Si le taux des marchés de travaux est de **5,75%**, les prestations intellectuelles ne comptent que **0,12%**.

Tableau 33 : Pourcentage de marché en montant suivant leur nature

Nature	Montant	Pourcentage
FRN	678 045 067 825	52,98%
PI	1 477 880 834	0,12%
PS	526 635 786 306	41,15%
TVX	73 566 635 540	5,75%
<b>Total général</b>	<b>1 279 725 370 504</b>	<b>100,00%</b>

Source : CNM

Sur le total des marchés passés, **en termes de nombre**, le taux des marchés de fournitures, des marchés de travaux, des prestations de services et des prestations intellectuelles représente respectivement **62,70%**, **25,08%**, **8,46%** et **3,76%**.

Tableau 34 : Pourcentage de marché en nombre suivant leur nature

Nature	Nombre	Pourcentage
FRN	200	62,70%
PI	12	3,76%
PS	27	8,46%
TVX	80	25,08%
<b>Total général</b>	<b>319</b>	<b>100,00%</b>

Source : CNM

### C- Contrôle a posteriori

Les contrôleurs ont examiné 09 EPN. L'étude a été réalisée sur un échantillon de deux cent quinze (215) contrats, dont dix-huit (18) passés par voie d'appel d'offres, cent soixante-douze (172) par voie d'affichage, douze (12) appels à manifestation d'intérêt, et treize (13) achats sans formalité préalable. La représentativité par nature et par mode de passation a été appréciée par entité.

Tableau 35 : Liste des contrats passés en 2018 2019 2020

Entités contrôlées	Nombre de marchés par voie d'appel d'offres (AO)	Nombre de marchés par voie d'affichage	Nombre de marchés de gré à gré (MGG)	Nombre de marchés par voie d'achat direct	Nombre d'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI)	Nombre total des marchés contrôlés
INSPC	0	24	0	1	0	25
ORTM	2	35	0	0	0	37
APMF	8	17	0	1	2	28
ADER	0	11	0	6	0	17
HJRB	1	21	0	0	0	22
INFP	4	19	0	0	0	23
OMH	3	18	0	3	2	26
ONE	0	0	0	0	0	0
FDL	0	27	0	2	8	37
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>18</b>	<b>172</b>	<b>0</b>	<b>13</b>	<b>12</b>	<b>215</b>

# ANNEXES



## Annexe 1 : Tableau d'analyse des emprunts extérieurs

Répartition par secteur et par concessionnalité des tirages réalisés au 1<sup>er</sup> semestre 2023

En millions USD

Type de dette	Ventilation par secteur des tirages de la dette extérieure en fin Juin 2023						
	Montant	Agriculture et pêche	Energie	Infrastructure	Gouvernance	Social	Autres
Dette concessionnelle	<b>360,30</b>	<b>64,53</b>	<b>6,95</b>	<b>132,43</b>	<b>131,57</b>	<b>0,00</b>	<b>24,81</b>
Multilatérale	<b>259,94</b>	63,65	6,95	65,43	99,11		24,80
Bilatérale	<b>67,90</b>	0,89	0,00	67,00			0,01
Banques commerciales	<b>0,00</b>						
Institutions financières	<b>32,47</b>				32,47		
Autres	<b>0,00</b>						
Dette semi-concessionnelle	<b>16,47</b>	<b>4,04</b>	<b>1,52</b>	<b>0,60</b>	<b>10,30</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multilatérale	<b>16,47</b>	4,04	1,52	0,60	10,30		
Bilatérale	<b>0,00</b>						
Banques commerciales	<b>0,00</b>						
Institutions financières	<b>0,00</b>						
Autres	<b>0,00</b>						
Dette non concessionnelle	<b>0,00</b>						
<b>TOTAL</b>	<b>376,77</b>	<b>68,58</b>	<b>8,48</b>	<b>133,03</b>	<b>141,88</b>	<b>0,00</b>	<b>24,81</b>

<b>Sources de financement</b>		<b>16 902</b>
<b>Dette concessionnelle, dont:</b>		<b>- 9 136</b>
<b>Dette multilatérale</b>		<b>4 170</b>
<b>BAD</b>		<b>183</b>
	Bassin de rétention d'Eau	27
	PEJAA 2 - Programme de promotion de l'entrepreneuriat des Jeunes dans l'Agriculture et l'Agro-alimentaire (Enable Youth) 2	54
	Projet d'urgence de renforcement de production alimentaire de Madagascar (PURPA)	17
	Projet de Résilience Climatique pour la Préservation de la Biodiversité (PRCPB FAD)	54
	Programme de financement des risques de catastrophes en Afrique - ADRIFI ADDITIONNEL	31
<b>BEI</b>		<b>799</b>
	Projet de Renforcement et d'Interconnexion des Réseaux de Transport d'Energie Electrique à Madagascar (renforcement de la Ligne d'Interconnexion de la Ville d'Antanifotsy au Réseau Interconnecté d'Antananarivo RIA) PRIRTEM II	230
	Madagascar Electrification Programme	52
	Projet Sahofika	517

<b>IDA</b>		<b>2 579</b>
	Regional food systems resilience program for eastern and southern Africa	333
	Projet adaptation du système rizicole pour une amélioration de la résilience et la sécurité alimentaire rizicole	422
	Phase II MPA Nutrition (PARN II)	186
	Projet de Développement Durable du secteur Routier (PDDR) - Financement Additionnel pour renflouement CERC	422
	Aide budgétaire	422
	Connectivité numérique et énergétique pour l'inclusion à Madagascar	795
<b>FIDA</b>		<b>609</b>
	DEFIS - Programme de Développement des Filières Agricoles - financement additionnel	257
	PROGRES - Programme de gestion des eaux et des sols	352
<b>Dettes bilatérales</b>		<b>4 965</b>
<b>CHINE</b>		<b>2 436</b>
	Projet de fourniture et livraison de matériels roulants et équipements ferroviaires	278
	Projet de développement numérique	339
	Medium Ring Tanà	810
	Centrale hydroélectrique de Ranomafana	1 009
<b>COREE</b>		<b>383</b>
	Projet de Renforcement et d'Interconnexion des Réseaux de Transport d'Énergie Électrique à Madagascar (PRIITEM I)	236
	Travaux d'infrastructures routières (ancien Travaux de bitumage de la route reliant MORONDAVA à BEKOPAKA sur la RNT 8)	148

<b>AFD</b>		<b>574</b>
	PIAA 2 - Programme Intégré d'Assainissement d'Antananarivo 2	181
	Programme Intégré d'Assainissement d'Antananarivo PADEVE 2	217
	TALAKY BE	78
	Projet ANGOVO	98
<b>INDE</b>		<b>970</b>
	Projet multisectoriel (projets dans les domaines de l'agriculture, unités de transformation et matériels industriels, transport urbain, énergie solaire, acquisition de matériels stratégiques)	379
	Projet de développement agricole à Bekapila	590
<b>AIIB</b>		<b>266</b>
	Projet d'aménagement de corridor et de facilitation du commerce phase (PACFC II) : Travaux d'aménagement de la RN9 entre Manja (PK 274+844) et DABARA (PK 495 +000)	266
<b>JICA</b>		<b>337</b>
	Projet de réhabilitation d'irrigation de MAHARIVANA et de la restauration du paysage forestier	337
<b>Dettes non concessionnelles, dont</b>		<b>7 766</b>
<b>Dettes semi-concessionnelles</b>		<b>2 295</b>
<b>OFID</b>		<b>387</b>
	Programme National de Transition vers la Cuisson Propre	148
	Projet d'aménagement de corridor et de facilitation du commerce phase (PACFC II) : Travaux d'aménagement de la RN9 entre Manja (PK 274+844) et DABARA (PK 495 +000)	113
	Projet de Renforcement et d'Interconnexion des Réseaux de Transport d'Énergie Électrique à Madagascar (renforcement de la Ligne d'Interconnexion de la Ville d'Antanifotsy au Réseau Interconnecté d'Antananarivo RIA) PRIITEM II	55
	Prise de participation Sahofika	72
<b>BADEA</b>		<b>30</b>

	Projet de construction d'un Fly-over entre le croisement de la RN1 et la RN58A à Anosizato	30
<b>Trésor français</b>		<b>200</b>
	Extension de la centrale de Mandraka (Mandraka III)	200
<b>INVESTEC</b>		<b>306</b>
	Projet de mise en place de centres communautaires de serres (CCS)	306
<b>Bailleur à identifier</b>		<b>1 370</b>
	Programme National de Transition vers la Cuisson Propre	274
	Projet d'approvisionnement en produits stratégiques - MICA	126
	Projet de mobilisation des ressources en eau du fleuve EFAHO	970
<b>Dette à conditions commerciales</b>		<b>5 472</b>
<b>EXIM USA</b>		<b>262</b>
	Projet de rénovation des ouvrages d'arts vulnérables sur les routes nationales à Madagascar	262
<b>Deutsche Bank</b>		<b>778</b>
	Appui budgétaire	778
<b>INVESTEC</b>		<b>47</b>
	Projet de mise en place de centres communautaires de serres (CCS)	47

<b>SECURE CAPITAL INVESTMENTS</b>		<b>4 216</b>
	Projet de construction du Flyover à Antohatapenaka et du VROT	843
	Projet d'Autoroute Antananarivo - Toamasina	373
<b>Espagne</b>		<b>132</b>
	Électrification hybride à Madagascar	132
<b>BPI France</b>		<b>37</b>
	Projet de construction du barrage hydraulique d'Antetazambato - Etudes et Conception	37
<b>Utilisation des financements</b>		<b>16 902</b>

Agriculture et rural	-	2 031
Energie	-	2 637
Soutien budgétaire	-	1 199
Infrastructure	-	7 061
Social	-	677
Multi-secteurs	-	379
Autres	-	2 917

en Millions USD

Sources de financements		4 009
<b>Dettes concessionnelles, dont:</b>		<b>2 167</b>
<b>Dettes multilatérales</b>		<b>989</b>
<b>BAD</b>		<b>44</b>
	Bassin de rétention d'Eau	6
	PEJAA 2 - Programme de promotion de l'entrepreneuriat des Jeunes dans l'Agriculture et l'Agro-alimentaire (Enable Youth) 2	13
	Projet d'urgence de renforcement de production alimentaire de Madagascar (PURPA)	4
	Projet de Résilience Climatique pour la Préservation de la Biodiversité (PRCPB FAD)	13
	Programme de financement des risques de catastrophes en Afrique - ADRIFI ADDITIONNEL	7
<b>BEI</b>		<b>189</b>
	Projet de Renforcement et d'Interconnexion des Réseaux de Transport d'Énergie Électrique à Madagascar (renforcement de la Ligne d'Interconnexion de la Ville d'Antanifotsy au Réseau Interconnecté d'Antananarivo RIA) PRIRTEM II	55
	Madagascar Electrification Programme	12
	Projet Sahofika	123
<b>IDA</b>		<b>612</b>
	Regional food systems resilience program for eastern and southern Africa	79
	Projet adaptation du système rizicole pour une amélioration de la résilience et la sécurité alimentaire rizicole	100
	Phase II MPA Nutrition (PARN II)	44
	Projet de Développement Durable du secteur Routier (PDDR) - Financement Additionnel pour renflouement CERC	100
	Aide budgétaire	100
	Connectivité numérique et énergétique pour l'inclusion à Madagascar	189
<b>FIDA</b>		<b>145</b>
	DEFIS - Programme de Développement des Filières Agricoles - financement additionnel	61

	PROGRES - Programme de gestion des eaux et des sols	84	
<b>Dette bilatérale</b>		<b>1 178</b>	<b>-</b>
<b>CHINE</b>		<b>578</b>	<b>-</b>
	Projet de fourniture et livraison de matériels roulants et équipements ferroviaires	66	
	Projet de développement numérique	80	
	Medium Ring Tanà	192	
	Centrale hydroélectrique de Ranomafana	239	
<b>COREE</b>		<b>91</b>	<b>-</b>
	Projet de Renforcement et d'Interconnexion des Réseaux de Transport d'Énergie Électrique à Madagascar (PRIRTEM I)	56	
	Travaux d'infrastructures routières (ancien Travaux de bitumage de la route reliant MORONDAVA à BEKOPAKA sur la RNT 8)	35	
<b>AFD</b>		<b>136</b>	<b>-</b>
	PIAA 2 - Programme Intégré d'Assainissement d'Antananarivo 2	43	
	Programme Intégré d'Assainissement d'Antananarivo PADEVE 2	51	
	TALAKY BE	18	
	Projet ANGOVO	23	
<b>INDE</b>		<b>230</b>	<b>-</b>
	Projet multisectoriel (projets dans les domaines de l'agriculture, unités de transformation et matériels industriels, transport urbain, énergie solaire, acquisition de matériels stratégiques)	90	
	Projet de développement agricole à Bekapila	140	



<b>AIB</b>		<b>63</b>	<b>-</b>
	Projet d'aménagement de corridor et de facilitation du commerce phase (PACFC II) : Travaux d'aménagement de la RN9 entre Manja (PK 274+844) et DABARA (PK 495 +000)	63	
<b>JICA</b>		<b>80</b>	
	Projet de réhabilitation d'irrigation de MAHARIVANA et de la restauration du paysage forestier	80	
		-	-
<b>Dettes non concessionnelles, dont</b>		<b>-</b>	<b>1842</b>
<b>Dettes semi-concessionnelles</b>		<b>544</b>	<b>-</b>
<b>OFID</b>		<b>92</b>	<b>-</b>
	Programme National de Transition vers la Cuisson Propre	35	
	Projet d'aménagement de corridor et de facilitation du commerce phase (PACFC II) : Travaux d'aménagement de la RN9 entre Manja (PK 274+844) et DABARA (PK 495 +000)	27	
	Projet de Renforcement et d'Interconnexion des Réseaux de Transport d'Énergie Électrique à Madagascar (renforcement de la Ligne d'Interconnexion de la Ville d'Antanifotsy au Réseau Interconnecté d'Antananarivo RIA) PRIRTEM II	13	
	Prise de participation Sahofika	17	
<b>BADEA</b>		<b>7</b>	<b>-</b>
	Projet de construction d'un Fly-over entre le croisement de la RN1 et la RN58A à Anosizato	7	
<b>Trésor français</b>		<b>47</b>	<b>-</b>
	Extension de la centrale de Mandraka (Mandraka III)	47	
<b>INVESTEC</b>		<b>73</b>	<b>-</b>
	Projet de mise en place de centres communautaires de serres (CCS)	73	

<b>Bailleur à identifier</b>		<b>325</b>	<b>-</b>
	Programme National de Transition vers la Cuisson Propre	65	
	Projet d'approvisionnement en produits stratégiques - MICA	30	
	Projet de mobilisation des ressources en eau du fleuve EFAHO	230	
<b>Dette à conditions commerciales</b>		<b>1 298</b>	<b>-</b>
<b>EXIM USA</b>		<b>62</b>	<b>-</b>
	Projet de rénovation des ouvrages d'arts vulnérables sur les routes nationales à Madagascar	62	
<b>Deutsche Bank</b>		<b>184</b>	<b>-</b>
	Appui budgétaire	184	
<b>INVESTEC</b>		<b>11</b>	<b>-</b>
	Projet de mise en place de centres communautaires de serres (CCS)	11	
<b>SECURE CAPITAL INVESTMENTS</b>		<b>1 000</b>	<b>-</b>
	Projet de construction du Flyover à Antohatapenaka et du VROT	200	
	Projet d'Autoroute Antananarivo - Toamasina	800	
<b>Espagne</b>		<b>31</b>	<b>-</b>
	Électrification hybride à Madagascar	31	
<b>BPI France</b>		<b>9</b>	<b>-</b>
	Projet de construction du barrage hydraulique d'Antetetzambato - Etudes et Conception	9	
<b>Utilisation des financements</b>		<b>-</b>	<b>4 009</b>
	Agriculture et rural	-	482
	Energie	-	625
	Soutien budgétaire	-	284
	Infrastructure	-	1 675
	Social	-	161
	Multi-secteurs	-	90
	Autres	-	692





**DIRECTION GENERALE DU BUDGET ET DES FINANCES**  
**DIRECTION DU BUDGET**  
**Service des Réformes et de la Formation**

Immeuble MEF Antaninarenina, 2<sup>ème</sup> Etage - Porte 212  
Antananarivo 101, MADAGASCAR  
032 11 072 64  
<http://www.dgfag.mg/transparence/web/>

*E-mail: [srf.dftb@gmail.com](mailto:srf.dftb@gmail.com)*